

INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE

Alger et Nouakchott scellent une alliance stratégique

L'Algérie et la Mauritanie passent désormais à la vitesse supérieure dans leur coopération énergétique. En recevant ce dimanche à Alger le ministre mauritanien de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, ses homologues Mohamed Arkab et Mourad Adjal ont posé les jalons d'un partenariat multidimensionnel. Cette alliance, qui s'étend des hydrocarbures à l'électricité propre, dessine les contours d'un nouvel axe énergétique majeur en Afrique du Nord. P 3



PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

**Hausse de 482 %
du budget alloué
en 2023**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a réaffirmé avant-hier que le gouvernement algérien place la promotion des exportations hors hydrocarbures au cœur de sa politique économique.

P 2

ALGÉRIE-NIGER

**Volonté commune
de renforcer
leur coopération**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, hier, à l'aéroport international d'Alger, le président de la République du Niger, chef de l'État, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, qui effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République.

P 16

PRÈS DE 446 MW MIS EN EXPLOITATION FIN 2025 EN ALGÉRIE

**Les énergies
renouvelables
progressent, le
solaire en avance**

Les énergies renouvelables en Algérie ont franchi un nouveau palier à la fin de l'année 2025, avec une capacité totale installée et effectivement mise en exploitation atteignant 446 mégawatts. Ce niveau, encore modeste au regard des ambitions nationales, traduit néanmoins une reprise tangible de la dynamique du secteur, portée essentiellement par le solaire photovoltaïque, désormais largement dominant dans le mix renouvelable national.

P 3

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ
NATIONAL EN VIANDES BLANCHES
**L'ONAB met
en place un programme
spécial Ramadhan** P 4

ALGÉRIE/UE
**Des projets de coopération en
préparation dans le domaine
de l'investissement** P 3

2^e ÉDITION SALON DE L'ALGÉRIE 2026
À LYON DU 6 AU 8 AVRIL
**200 exposants
au rendez-vous** P 5

RENTRÉE DE LA SESSION DE
FORMATION DE FÉVRIER 2026

La ministre donne le
coup d’envoi officiel
depuis Tindouf

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nessima Arhab, a présidé hier à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Mohamed-Merzougui de Tindouf, la cérémonie officielle marquant la rentrée de la session de février 2026.

A cette occasion, la ministre, accompagnée du wali de Tindouf, M. Mustapha Dahou, a supervisé la signature d'une convention entre la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels et des entreprises économiques. Elle a ensuite effectué une visite au sein d'un groupe de la spécialité géologie des mines, ainsi qu'un atelier de topographie, à l'Institut avant de donner le coup d'envoi de la formation d'un groupe en entrepreneuriat. Le secteur enregistre, au titre de cette session, l'inscription de plus de 285.000 nouveaux stagiaires et apprentis dans les établissements de formation à travers les différentes wilayas du pays. Ceux-ci sont répartis entre les divers modes de formation, notamment la formation par apprentissage, la formation en présentielle et la formation à distance, en plus des cours du soir et des formations destinées aux personnes aux besoins spécifiques.

De nouvelles spécialités ont été introduites dans certaines wilayas, à l'occasion de cette rentrée, notamment l'analyse des données, ainsi que l'installation et la maintenance des panneaux solaires.

Il est à rappeler que le ministère a adopté le Référentiel national des formations et des compétences, qui remplace l'ancienne nomenclature nationale de la formation professionnelle comprenant plus de 400 spécialités réparties en 23 filières.

Le secteur met l'accent sur les filières relevant de secteurs "prioritaires", tels que l'agriculture, l'industrie, le numérique, le bâtiment et les travaux publics, le tourisme et l'hôtellerie, l'eau et l'environnement, ainsi que les énergies renouvelables, en adéquation avec les exigences du marché du travail et les besoins exprimés par les entreprises en main-d'œuvre qualifiée.

A noter que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels compte plus de 1.100 établissements de formation à l'échelle nationale, en plus de 18 centres d'excellence créés en partenariat avec des opérateurs économiques dans des domaines techniques et industriels.

Concernant la wilaya de Tindouf, 520 inscrits ont été recensés pour cette session à travers les différents établissements de formation, avec une offre couvrant 14 filières professionnelles et 61 spécialités.

Huit nouvelles spécialités ont été introduites pour répondre aux besoins du marché du travail, notamment dans la filière des mines : topographie minière, foreur dans les mines, sondeur dans les mines, laborantin en mines et carrières, gestionnaire des installations de traitement du minerai, concasseur dans les mines, mineur en carrières, ainsi qu'agent de maintenance ferroviaire.

R E.

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Hausse de 482 % du budget
alloué en 2023

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a réaffirmé avant-hier que le gouvernement algérien place la promotion des exportations hors hydrocarbures au cœur de sa politique économique.

Par Zahir R.

Dans un discours devant la Commission des Finances de l'APN, dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2023, le ministre a présenté les réformes majeures entreprises pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale et diversifier les sources de revenus du pays.

Regiz a souligné que la création d'un ministère dédié au Commerce extérieur et à la Promotion des exportations, en 2023, découle de la volonté politique du Président de la République de renforcer la gestion et la gouvernance de ce secteur stratégique. « La promotion des exportations hors hydrocarbures est désormais un choix stratégique et structurel, incarnant une vision de long terme pour réduire la dépendance aux hydrocarbures et favoriser la diversification économique », a-t-il déclaré, ajoutant que la création de ce ministère vise à créer un environnement propice au développement des exportations, à travers des mesures de soutien ciblées, des simplifications administratives, et un accompagnement renforcé pour les entreprises exportatrices, notamment dans les marchés régionaux, africains et arabes.

Le ministre a également révélé que l'État a alloué en 2023 un budget exceptionnel de 6,037 milliards de dinars algériens pour accompagner les entreprises dans leurs démarches à l'international. « Ce budget a permis de régler des créances dues aux exportateurs, avec une gestion transparente et rigoureuse des fonds publics », a précisé le ministre. En effet, le montant alloué a permis de régler 1.393 dossiers de compensation pour les exportateurs, avec un taux de consommation des crédits atteignant 81,56 %.

Et d'ajouter : « L'objectif est clair : encourager la production nationale et accompagner les entreprises vers les marchés extérieurs. Nous avons mis en place une approche proactive qui s'appuie sur la simplification des démarches administratives et le soutien direct à l'exportateur », a-t-il ajouté.

Le ministre a également mis en avant une augmentation spectaculaire du budget alloué à la promotion des exportations, qui a connu une hausse de 482 % par rapport à l'allocation initiale de 2022. Cette augmentation est liée à une mesure exceptionnelle de soutien aux exportateurs, en particulier pour régler les créances en souffrance liées aux fonds de promotion des exportations, créé pour soutenir les entreprises entre 2017 et 2021. «

L'effort financier de l'État a permis de renfor-

cer la compétitivité des entreprises algériennes, et d'améliorer l'accès à de nouveaux marchés. Nous mettons un point d'honneur à ce que chaque dinar dépensé serve à améliorer les capacités exportatrices des entreprises et à soutenir des projets à fort impact économique », a-t-il souligné.

Enfin, le ministre a insisté sur l'importance de cette politique pour l'avenir économique de l'Algérie. « La diversification économique ne se fera pas du jour au lendemain, mais avec une approche structurée et ambitieuse. La promotion des exportations hors hydrocarbures est au centre de cette stratégie, et elle se veut durable et orientée vers la création de valeur ajoutée », a-t-il affirmé. Le ministre a également précisé que des efforts sont en cours pour améliorer la compétitivité des produits algériens, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, et des services, en veillant à ce que les produits nationaux puissent rivaliser sur les marchés internationaux, tout en préservant les intérêts de la production locale. Avec ces mesures, l'Algérie espère non seulement diversifier ses sources de revenus, mais aussi renforcer sa position sur la scène économique internationale et garantir une croissance durable pour les générations futures.

COMMERCE INTÉRIEUR

Renforcer la régulation du marché

Par Z R.

La ministre du Commerce de l'intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présenté avant-hier, devant la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée Populaire Nationale un exposé détaillé sur l'exécution du projet de loi de règlement budgétaire pour l'année 2023. Dans un discours centré sur la régulation du marché intérieur et la gestion des finances publiques, la ministre a souligné l'importance de la transparence et de la bonne gouvernance, conformément aux réformes structurelles initiées par le président de la République. Dans son intervention, la ministre a insisté sur le rôle important du secteur du commerce intérieur dans le maintien de l'équilibre économique et social. Elle a affirmé que le secteur ne se limite plus à des interventions conjoncturelles, mais qu'il repose désormais sur une régulation stratégique, orientée vers la prévoyance et la coordination. « La régulation du marché national n'est plus une

simple gestion des flux commerciaux, mais un véritable levier pour garantir la sécurité alimentaire et renforcer la justice économique », a-t-elle déclaré. Amel Abdellatif a mis en lumière les résultats concrets obtenus grâce aux interventions des services de contrôle économique. En 2023, ces services ont mené pas moins de 2.096.390 interventions à travers tout le pays, conduisant à la découverte de 201.043 infractions. « Cela démontre la rigueur de l'État dans l'application de la loi et dans la protection du pouvoir d'achat des Algériens », a-t-elle ajouté. Ces actions ont permis de saisir des produits d'une valeur totale de 1,927 milliard de dinars et de proposer la fermeture de 13.525 commerces illégaux. La ministre a également indiqué qu'un chiffre d'affaires dissimulé de 51,98 milliards de dinars avait été révélé, signalant une détection accrue des pratiques commerciales non déclarées. En matière de lutte contre la spéculation illégale, la ministre a précisé que 191.231 interventions avaient été enregistrées, débouchant sur 102 délits, avec la saisie de 923 tonnes de produits alimentaires d'une valeur dé-

passant les 500 millions de dinars Comparativement à l'année précédente, la ministre a noté une augmentation de 6 % des procès-verbaux judiciaires et une hausse de 22 % du chiffre d'affaires dissimulé découvert, illustrant la montée en puissance de la stratégie de contrôle. Concernant l'exécution du budget de 2023, la ministre a précisé que l'allocation de crédits pour le secteur avait été réalisée selon une approche rationnelle, équilibrant les besoins de régulation du marché et les impératifs sociaux. Elle a annoncé que le budget total alloué au secteur était de 107,9 milliards de dinars, avec un taux d'exécution de 90,46 %, ce qui reflète l'efficacité de la gestion des fonds publics. En conclusion, la ministre a réaffirmé l'engagement de son département à maintenir une régulation stricte et proactive du marché national. « L'objectif est d'assurer la stabilité des prix, de garantir l'approvisionnement du marché, et de protéger les intérêts des consommateurs algériens. Nous continuerons de travailler dans cette direction pour bâtir une économie stable et un marché plus juste », a-t-elle conclu.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE

Alger et Nouakchott scellent une alliance stratégique

L'Algérie et la Mauritanie passent désormais à la vitesse supérieure dans leur coopération énergétique. En recevant ce dimanche à Alger le ministre mauritanien de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, ses homologues Mohamed Arkab et Mourad Adjal ont posé les jalons d'un partenariat multidimensionnel. Cette alliance, qui s'étend des hydrocarbures à l'électricité propre, dessine les contours d'un nouvel axe énergétique majeur en Afrique du Nord.

Par Selma Rachid

La délégation mauritanienne, composée des directeurs généraux de la SMH, de la SOMELEC et de la SOMIR, est venue chercher à Alger bien plus qu'un simple protocole d'accord. L'objectif est de s'appuyer sur une expertise opérationnelle algérienne déjà éprouvée pour transformer le paysage industriel mauritanien. À cet égard, le message de Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, a été clair : « L'Algérie est prête à s'imposer comme le partenaire de référence pour le développement des ressources naturelles mauritaniennes ». Dans cette optique, le géant public Sonatrach est déjà engagé dans des consultations avancées pour intervenir sur l'ensemble de la chaîne de valeur en Mauritanie. Ce déploiement couvre un vaste éventail allant de l'exploration à la transformation, en passant par le transport et les services pétroliers. Au-delà des hydrocarbures, la valorisation du phosphate et la création d'une industrie des engrais s'imposent comme des priorités partagées,

avec un accent particulier mis sur le transfert de savoir-faire via l'Institut algérien du Pétrole. Parallèlement, le volet électrique s'affirme comme l'un des piliers centraux de ce rapprochement. Une feuille de route ambitieuse a été tracée pour moderniser les infrastructures mauritaniennes grâce à une intégration profonde des réseaux. Cette stratégie mise sur l'interconnexion et le renforcement des capacités d'échange électrique, tout en s'appuyant sur l'ingénierie de Sonelgaz pour la maintenance des réseaux de distribution. Ce partenariat embrasse également l'avenir en intégrant le développement de projets solaires photovoltaïques, permettant à Nouakchott de sécuriser son approvisionnement tout en amorçant une transition écologique durable. Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, a d'ailleurs tenu à souligner la portée symbolique et technique de cette mission : « Nous ne nous contentons pas de partager des ressources, nous bâtissons une infrastructure commune capable de soutenir les ambitions industrielles de nos deux na-

tions. Le groupe Sonelgaz mobilisera tout son potentiel humain et technologique pour faire de l'interconnexion entre Alger et Nouakchott une réalité tangible, car la souveraineté énergétique de la Mauritanie est indissociable de la stabilité et du développement de notre région ». Cette visite, qui dépasse le cadre formel des signatures de contrats, s'inscrit dans la dynamique de coopération Sud-Sud prônée par le Président Abdelmadjid Tebboune. En érigeant Sonatrach et Sonelgaz comme pivots de cette collaboration, l'Algérie renforce sa position de garant de la stabilité énergétique dans la zone Sahel-Sahara. Saluant une expertise pionnière, le ministre mauritanien a rappelé que le renforcement des capacités humaines demeure le socle d'une croissance durable. En conclusion de ces échanges, les deux délégations ont réaffirmé leur détermination à transformer ces orientations en projets concrets à impact immédiat, faisant de l'axe Alger-Nouakchott un moteur essentiel du développement industriel africain face à la volatilité des marchés mondiaux.

ALGÉRIE/UE

Des projets de coopération en préparation dans le domaine de l'investissement

L'ambassadeur de la Mission de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado, a mis en avant, samedi à Alger, la dynamique que connaît le partenariat entre l'Algérie et l'UE, qui entretiennent des relations "excellentes", ajoutant que de nouveaux projets de coopération sont en préparation pour la période 2026-2027, notamment dans le domaine de l'investissement. Le partenariat entre l'UE et l'Algérie "est extrêmement riche, très intense" a indiqué M. Mellado, dans une déclaration en marge de la 2e édition du "Rendez-vous de l'art contemporain", relevant les récentes échanges entre le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, avec de hauts responsables européens, ainsi que la visite, jeudi dernier à Alger, du Commissaire européen à l'Energie lors de la 6e réunion du dialogue politique de haut niveau sur l'énergie Algérie-UE. "Pour nous, ce qui est toujours important, c'est les bonnes relations entre les différents Etats membres et l'Algérie, ce qui est toujours très important pour les excellentes relations entre le bloc européen, l'Union européenne et l'Algérie", a-t-il souligné. Qualifiant l'Algérie de "partenaire stratégique" pour l'UE, M. Mellado a indiqué que des visites ministérielles et de responsables européens de haut niveau sont prévues "bientôt", dont celle de représentants de la Banque européenne d'investissement (BEI). Dans ce cadre, un accent particulier sera mis sur le dialogue économique à travers un échange direct sur la façon de mieux intégrer nos économies, affirme M. Mellado, qui a fait part de l'intérêt de l'UE de lancer de nouveaux projets pour la période 2026-2027. Concernant l'Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, il a estimé que la priorité est de renforcer les échanges commerciaux et assurer que les produits algériens puissent avoir un meilleur accès au marché européen, de même pour les investissements européens en Algérie.

APS

PRÈS DE 446 MW MIS EN EXPLOITATION FIN 2025 EN ALGÉRIE

Les énergies renouvelables progressent, le solaire en avance

Par Selma R.

Les énergies renouvelables en Algérie ont franchi un nouveau palier à la fin de l'année 2025, avec une capacité totale installée et effectivement mise en exploitation atteignant 446 mégawatts. Ce niveau, encore modeste au regard des ambitions nationales, traduit néanmoins une reprise tangible de la dynamique du secteur, portée essentiellement par le solaire photovoltaïque, désormais largement dominant dans le mix renouvelable national. Selon les données sectorielles les plus récentes, la quasi-totalité de la puissance verte en service provient du solaire photovoltaïque, qui totalise à lui seul 411 MW en fonctionnement. Le solaire à concentration ne représente que 25 MW, tandis que l'éolien reste limité à 10 MW opérationnels. Cette répartition met en évidence une avance nette du solaire, aussi bien en matière de projets réalisés que de chantiers engagés, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Au-delà des capacités déjà injectées dans le réseau, le principal signal de progression réside dans le volume des projets en cours de déploiement. Pas moins de 2 620 MW sont actuellement en construction, après bouclage financier et lance-

ment des travaux, soit près de six fois la puissance déjà en service. À cela s'ajoutent 600 MW en phase de développement, correspondant à des projets ayant franchi l'étape d'attribution des contrats. Parallèlement, 1 000 MW supplémentaires sont au stade d'annonces ou de mémorandums initiaux, principalement dans l'éolien, ce qui laisse entrevoir une volonté de rééquilibrage futur du bouquet renouvelable. Cette montée en puissance s'inscrit dans le sillage de la relance des grands programmes solaires engagés après la période de ralentissement observée en 2021. Le lancement d'un programme solaire de 1 000 MW, suivi d'un appel d'offres de 2 GW en 2023, a redonné de la visibilité au marché. Malgré des retards d'exécution signalés, les projections tablent sur l'entrée en service des premiers projets issus de ces appels d'offres dès l'an prochain. Le mouvement de bascule de plusieurs projets du stade de développement vers la phase de construction explique en grande partie le bond des capacités en chantier. Le contraste reste toutefois marqué entre la capacité actuellement opérationnelle et les objectifs stratégiques révisés du pays. Le programme national a récemment été ajusté : la cible de 22 GW de renouvelables à l'horizon

2030 a été ramenée à 15 GW d'ici 2035, avec un jalon intermédiaire fixé à 10 GW avant la fin de la décennie. Face à ces repères, les 446 MW en exploitation soulignent l'ampleur de l'effort restant à accomplir, même si le portefeuille de projets en construction change progressivement l'échelle des perspectives. Dans ce paysage, le solaire conserve une longueur d'avance structurelle. Il concentre l'intégralité des capacités en construction et en développement, confirmant son rôle de pilier de la transition énergétique nationale. L'éolien, encore marginal en exploitation, pourrait toutefois gagner du terrain si les 1 000 MW annoncés se concrétisent, contribuant ainsi à une diversification plus équilibrée des sources renouvelables. L'année 2025 apparaît ainsi comme une étape de consolidation : encore loin des cibles finales, mais marquée par un redémarrage opérationnel et une visibilité accrue des projets.

Importation de 2,10 gigawatts de panneaux solaires en 2025

Dans le prolongement direct de cette dynamique opérationnelle, les indicateurs du marché des équipements confirment également l'accélération du segment solaire. Les volumes d'importation de mo-

dules photovoltaïques montrent en effet que les projets ne restent plus au stade des annonces, mais entrent dans une phase d'exécution concrète. En 2025, l'Algérie a enregistré une avancée marquante dans sa trajectoire solaire en important 2,10 gigawatts de panneaux photovoltaïques fabriqués en Chine. Un tel niveau d'achats hisse le pays parmi les marchés arabes les plus actifs dans l'acquisition de modules solaires et traduit une montée en cadence concrète des programmes d'énergies renouvelables. Cette performance marque une progression spectaculaire par rapport à 2024, année durant laquelle les importations algériennes ne dépassaient pas 0,35 gigawatt. En l'espace d'un an, le volume a donc été multiplié par six, ce qui constitue la plus forte hausse relative enregistrée dans le classement régional. Au total, les dix premiers pays arabes importateurs de panneaux solaires chinois ont cumulé 29,07 gigawatts en 2025, contre 27,34 gigawatts en 2024, soit une augmentation annuelle de 1,73 gigawatt. Dans cet ensemble, l'Algérie se positionne au quatrième rang, derrière l'Arabie saoudite et l'Égypte, et devant plusieurs marchés traditionnellement actifs dans le solaire.

TRANSPORT URBAIN À ALGER L’Etusa prévoit un programme spécial pour le Ramadhan

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a prévu un programme spécial pour le mois de Ramadhan, permettant d'assurer le service sur le réseau de transport collectif par bus de la capitale jusqu'à 1h du matin, indique dimanche un communiqué de l'entreprise. Selon ce programme, l'Etusa assure le service durant l'ensemble des jours de la semaine (y compris le weekend) sur 186 lignes durant la journée et 70 lignes après el iftar, et ce, avec une fréquence de 20 à 40 min durant la journée et de 20 à 30 min après el iftar. L'Etusa indique également que les horaires de travail durant le mois sacré seront de 5h50 jusqu'à 17h45 pour les zones urbaines et de 5h50 jusqu'à 17h30 pour les zones suburbaines. Durant la période nocturne, le service de bus démarre à 19h40 tandis que le dernier départ est prévu à 1h du matin. En plus des 70 lignes nocturnes programmées, l'Etusa prévoit des navettes spéciales pour le transport de fidèles à destination de Djamaâ El Djazaïr pour effectuer les prières de Tarawih et la prière du vendredi. Le prix des tickets a été fixé à 50 DA en aller-retour concernant le transport urbain et à 100 DA pour le transport suburbain. Le départ vers la Djamaâ El Djazaïr sera disponible à partir de dix stations : Place 1er Mai, Place Audin, Place des Martyrs, Kouba, Les Fusillés, Baraki, Les Eucalyptus, Sidi Abdallah, Khmiss El Khechna (passant par Hammadi) et Ouled Moussa (passant par Reghaïa et Rouiba), a fait savoir l'Etusa, qui appelle les citoyens au strict respect des règles de sécurité routière afin de garantir un transport sûr durant le mois de Ramadhan.

APS

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL EN VIANDES BLANCHES

L’ONAB met en place un programme spécial Ramadhan

L'Office national des aliments du bétail (ONAB) a mis en place un programme spécial pour renforcer l'approvisionnement du marché national en quantités importantes de viandes blanches et d'œufs, afin de répondre à la demande croissante et garantir la disponibilité des produits sur le marché national durant le mois de Ramadhan. Dans une déclaration à l'APS, le président-directeur général (PDG) du groupe public, Lamri Hamitouche, a précisé que cette mesure, qui prévoit l'augmentation des quantités de viandes blanches à travers ses points de vente, vise à couvrir le marché national et à stabiliser les prix, soulignant que l'ONAB participe également aux marchés de proximité organisés sur l'ensemble du territoire national pour rapprocher les produits des citoyens. A cet égard, le responsable a indiqué que le total des points de vente du groupe devrait dépasser 200 espaces de

vente pour assurer un approvisionnement régulier et direct aux citoyens, en viandes blanches et en œufs de consommation tout au long du mois sacré, d'autant plus que le groupe dispose de 139 points de vente permanents répartis à travers plusieurs wilayas du pays. Le groupe s'emploie, en coordination avec ses partenaires, à maintenir des prix raisonnables et accessibles pour les viandes blanches, tout en tenant compte des coûts de production, et ce, dans le cadre de son rôle d'acteur public dans l'organisation du marché et la protection du pouvoir d'achat des citoyens, a-t-il ajouté. M. Hamitouche a rappelé, à ce propos, la convention signée, décembre dernier, avec la Fédération nationale des aviculteurs, vise essentiellement à renforcer le partenariat sur le terrain avec les aviculteurs, dans le cadre du soutien à la production nationale et de la garantie de sa continuité, précisant que

cette convention s'inscrit dans le cadre des mesures anticipatives prises en prévision du mois sacré de Ramadhan. Selon les explications du PDG de l'ONAB, cette convention prévoit la fourniture de poussins de chair âgés d'un jour, au prix de 80 DA/unité, aux aviculteurs inscrits au programme, ainsi que la mise à disposition d'aliments pour volailles à des prix étudiés et compétitifs au niveau des unités de production d'aliments du groupe. Elle inclut également le rachat du poulet vivant à 280 DA/kg, garantissant ainsi la stabilité des revenus des aviculteurs et les incitant à poursuivre leur activité. Ces mesures s'inscrivent dans une approche globale visant à assurer un approvisionnement régulier et stable du marché national en viandes blanches, à travers la planification anticipée de la production, outre le renforcement du stock national.

R E.

LANCEMENT D'UNE INITIATIVE POUR LA RÉCUPÉRATION DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE À ALGER

Vers une meilleure gestion des déchets plastiques

Par Selma R.

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à promouvoir les principes de l'économie circulaire, une nouvelle initiative pour le tri et la récupération des bouteilles en plastique a été lancée ce dimanche 15 février à Alger. Ce projet, supervisé par le Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie en coordination avec le Ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du Marché National, et en collaboration avec le Conseil de la Révision Économique, vise à renforcer la culture du recyclage et à réduire la pollution plastique dans le pays. L'initiative a été lancée simultanément avec la campagne nationale de réduction du gaspillage et des déchets, et se concentre principalement sur les centres commerciaux. Son objectif principal est de sensibiliser les citoyens, en particulier

les consommateurs fréquentant ces espaces commerciaux, à l'importance de trier les déchets et de recycler les bouteilles en plastique. L'économie circulaire, qui consiste à réduire la consommation des ressources naturelles tout en maximisant la valorisation des déchets, est au cœur de cette initiative. Le tri sélectif, qui permet de séparer les déchets recyclables des autres types de déchets, devient ainsi un pilier essentiel de cette stratégie. Lors de l'événement de lancement, des stands d'exposition et des ateliers de sensibilisation ont été organisés par l'Agence Nationale des Déchets et l'Institut National de Formation Environnementale, tous deux placés sous la tutelle du Ministère de l'Environnement. Ces ateliers ont permis d'expliquer les mécanismes du tri sélectif et de la valorisation des plastiques, ainsi que leur rôle crucial dans la lutte contre la

pollution. Une attention particulière a été accordée aux activités menées par les femmes rurales dans le domaine du recyclage et de la réutilisation des matériaux. Ces initiatives contribuent à valoriser les efforts des communautés locales et à encourager l'implication des citoyens dans le processus de gestion des déchets. Les enfants n'ont pas été oubliés dans ce processus de sensibilisation. Des ateliers éducatifs spécialement conçus pour les plus jeunes ont été organisés, afin de leur inculquer dès leur jeune âge l'importance de la préservation de l'environnement et de la culture du tri. Ces activités visent à renforcer les comportements écologiques responsables chez les jeunes générations, en les élevant à la conscience de l'impact de la pollution plastique sur leur avenir.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Février 2026

Prix du détail¹		أسعار التجزئة²			المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	خضر طازجة
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	
	Tomate	86	100	71	
	Oignon sec	74	83	66	
	Ail sec	924	1032	816	
	Carotte	92	105	80	
	Navet	104	115	92	
	Choux fleur	88	98	78	
	Choux	86	97	75	
	Courgette	130	145	115	
	Haricot vert	369	393	344	
	Laitue	151	165	137	
Fruits frais	Mandarine	182	218	146	فواكه طازجة
	Orange	154	190	117	
	Citron	145	168	121	
	Pomme locale	396	484	308	
	Datte	521	650	393	
	Banane	466	489	444	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1912	2054	1770	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	386	400	373	
	Œufs (Unité)	19	20	18	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	

JUSTICE

Lancement d’une plateforme numérique dédiée aux avocats

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, a annoncé hier, depuis le Conseil de justice de la wilaya de Biskra, le lancement d'une nouvelle plateforme numérique destinée aux avocats, dans le cadre de la modernisation des services judiciaires. Selon un communiqué du ministère, cette initiative s'inscrit dans la continuité du programme de numérisation engagé par le secteur de la justice afin d'améliorer les prestations offertes aux usagers et aux professionnels du droit. D'après la même source, la nouvelle plateforme permet aux avocats de déposer en ligne leurs demandes de copie ordinaire des jugements et arrêts rendus par les juridictions ordinaires et administratives. Elle

leur offre également la possibilité de retirer ces documents, signés électroniquement, sans avoir à se déplacer auprès des tribunaux concernés. Pour accéder à ce service, l'avocat doit se connecter à la plateforme via son compte personnel utilisé sur l'espace numérique d'échange des requêtes et mémoires en réponse, accessible sur le site officiel du ministère de la Justice. Selon les précisions apportées, le traitement des demandes s'effectue de manière automatisée, à condition que la décision sollicitée soit déjà prête à être délivrée. Dans ce cas, le document est mis à disposition de l'avocat dans un délai maximal de 24 heures, avec une signature électronique garantissant son authenticité. Par R N.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

DIPLOMATIE AFRICAINE

L’Algérie consolide son ancrage continental

La visite officielle à Alger du président nigérien, le général Abdourahamane Tiani, à la tête d’une importante délégation, marque une nouvelle étape dans le redéploiement diplomatique de l’Algérie en Afrique. Pour Abdelaziz Medjahed, directeur général de l’Institut national d’études de stratégie globale (INESG), cette séquence constitue « un gain pour toute l’Afrique », dans un contexte régional particulièrement sensible au Sahel.

Par Réda Hadi

Intervenant sur les ondes de la radio nationale, l’analyste a estimé que cette visite de fraternité et de travail dépasse le cadre strictement bilatéral. Elle conforte, selon lui, une orientation stratégique constante d’Alger : privilégier des solutions africaines aux crises africaines, loin des ingérences extérieures. « Cela confirme la voie et les choix de l’Algérie », a-t-il souligné, rappelant que la stabilité du Niger est indissociable de celle de l’ensemble de la région sahélienne. La décision du président Abdelmadjid Tebboune de renvoyer l’ambassadeur d’Algérie à Niamey s’inscrit dans cette logique d’apaisement. Pour Medjahed, ce geste traduit un message clair : l’Algérie privilégie le dialogue, la réconciliation et la coopération. « Le message de paix a toujours été la préoccupation principale de l’Algérie », insiste-t-il, mettant en garde contre les tentatives de manipulation de puissances étrangères dans une région convoitée pour ses ressources et sa position géostratégique. Le Sahel, rappelle-t-il, est depuis plusieurs décennies un carrefour stratégique reliant la Méditerranée, la mer Rouge et l’Atlantique. Cette configuration en fait un espace central des équilibres géopolitiques mondiaux, où s’entrecroisent intérêts sécuritaires, énergétiques et économiques. La persistance des crises et la présence de puissances étrangères y rendent d’autant plus nécessaire, selon lui, une coordination renforcée entre pays africains. Dans cette perspective, l’Algérie s’emploie à consolider un axe de coopération avec ses voisins, notamment le Niger et le Burkina

Faso, à travers des projets structurants. Parmi eux figure la route transsaharienne reliant Alger à Lagos, au Nigeria, infrastructure majeure destinée à fluidifier les échanges commerciaux nord-sud. S’ajoutent la route Tindouf-Zouérate vers la Mauritanie, la dorsale transsaharienne à fibre optique ou encore les zones de libre-échange frontalières, à l’image de celle d’El Moular, dans la wilaya de Tindouf. Ces initiatives traduisent une vision de long terme : intégrer davantage les économies africaines et réduire leur dépendance aux circuits d’exportation traditionnels. Medjahed dénonce à ce titre le modèle consistant à exporter des matières premières brutes pour les réimporter transformées, avec un surcoût financier et environnemental. Le développement de chaînes de valeur locales et régionales constitue, selon lui, un impératif stratégique pour asseoir une véritable souveraineté économique. L’engagement algérien puise ses racines dans une histoire diplomatique singulière. Abdelaziz Medjahed rappelle que l’Algérie a, dès son indépendance, soutenu les mouvements de libération du continent. Amílcar Cabral qualifiait Alger de « Mecque des révolutionnaires », tandis que Nelson Mandela reconnaissait la contribution décisive de l’Algérie à son combat contre l’apartheid. Cette tradition, héritée de la guerre de Libération, nourrit ce que l’analyste décrit comme l’« ADN diplomatique » du pays : solidarité africaine, politique de bon voisinage et refus des ingérences. Il cite également la formule historique de Massinissa, « l’Afrique aux Africains », pour illustrer la permanence de cette doctrine. À ses yeux, les peuples du continent ont au-

jourd’hui pris conscience de leur responsabilité collective dans la construction de leur avenir. Sur le plan institutionnel, Medjahed plaide pour un renforcement de l’efficacité des mécanismes continentaux, notamment au sein de l’Union africaine. L’Afrique, estime-t-il, doit parler d’une seule voix pour peser davantage dans le système international. Il dénonce l’absence de représentation permanente du continent au Conseil de sécurité de l’ONU, qu’il qualifie d’« injustice structurelle », rappelant que l’Algérie défend depuis les années 1970 l’émergence d’un ordre mondial plus équitable. Dans cette optique, la création de l’Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, dotée d’un fonds d’un milliard de dollars, constitue un levier concret pour soutenir des projets structurants et renforcer la gouvernance dans les pays partenaires. Abordant la question sécuritaire, Medjahed insiste sur la nécessité d’un traitement global du terrorisme. L’approche exclusivement militaire ne saurait suffire, prévient-il, sans une prise en charge des causes économiques et sociales. Forte de son expérience des années 1990, l’Algérie privilégie une stratégie combinant sécurité, développement et coopération régionale. Face aux défis du Sahel et aux re-compositions géopolitiques en cours, Abdelaziz Medjahed appelle enfin à une « conscientisation » accrue des peuples africains. Seule une Afrique unie, lucide et économiquement intégrée, conclut-il, sera en mesure de défendre durablement ses intérêts et d’imposer sa place sur la scène mondiale.

2^e ÉDITION SALON DE L’ALGÉRIE 2026 À LYON DU 6 AU 8 AVRIL

200 exposants au rendez-vous

Synthèse Réda H.

Prévu du 6 au 8 avril 2026 à la LDLC Arena de Lyon, le Salon de l’Algérie 2026 s’affirme comme une vitrine d’excellence pour le « Made in Algérie » à l’international. L’événement mettra en lumière les produits et savoir-faire nationaux dans des secteurs stratégiques tels que la gastronomie, l’artisanat, le tourisme, l’industrie, l’hôtellerie et les services, devant un public professionnel et institutionnel européen, consolidant ainsi la présence économique et culturelle de l’Algérie en France. Lors d’une conférence dédiée à cet événement a été organisée conjointement par l’Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) et les organisateurs, au siège de l’ANCA à Alger, l’organisateur du salon, Nourredine Gasmi, a souligné que le choix de Lyon n’était pas le fruit du hasard. « Lyon, géographiquement, est la plateforme de l’Europe et a toujours été un centre économique stratégique. C’est un choix réfléchi », a-t-il affirmé, mettant en avant l’importance économique et logistique de la métropole. Il a indiqué que le Salon de l’Algérie 2026 connaîtra une participation record, avec plus de 200 exposants répartis

sur 15 000 m², contre 60 à 70 exposants et 4 000 m² lors de la première édition. Il a également évoqué l’implication du tissu associatif lyonnais, à travers un collectif d’associations mobilisées autour du projet. Pour sa part, Hadj Tahar Boulanour, président de l’ANCA, a souligné l’importance capitale de la participation des entreprises algériennes aux salons internationaux pour promouvoir le « Made in Algérie ». « On ne peut pas encourager les exportations algériennes sans la participation active des entreprises locales. Ces salons à l’étranger sont essentiels pour faire connaître nos produits et services à un public international », a-t-il affirmé, rappelant au passage que de nombreux producteurs algériens se plaignent de ne pas trouver de débouchés pour leurs produits, alors même que la demande existe à l’étranger. « Il est indispensable d’avoir une présence forte dans les salons internationaux pour faire connaître le produit algérien et ses services », a-t-il insisté. Pour lui, le Salon de l’Algérie 2026 est d’autant plus stratégique que les produits algériens ont atteint un niveau de qualité capable de concurrencer sur les marchés internationaux. « La production algérienne

connaît aujourd’hui une forte demande dans de nombreux pays. C’est une véritable opportunité de montrer que nos produits sont compétitifs et capables de s’imposer à l’international », a-t-il précisé. Le président de l’ANCA a également évoqué la dimension nationale et artisanale du salon, rappelant que l’événement permet de promouvoir tous les secteurs, de l’industrie à l’artisanat, en passant par l’agroalimentaire, le tourisme et l’artisanat traditionnel. « C’est une vitrine pour l’ensemble du savoir-faire algérien, et nous encourageons toutes les initiatives similaires, tant au niveau national qu’international, pour renforcer la visibilité du produit local », a-t-il réitéré. Enfin, il a souligné le rôle des associations professionnelles pour connecter les membres de la diaspora avec l’économie nationale : « Dans de nombreux pays, les communautés algériennes sont des acteurs économiques majeurs. Il est essentiel de les mobiliser pour soutenir le produit national et stimuler la demande à l’international. Nos associations professionnelles travaillent précisément à préparer le terrain pour que les exportateurs puissent répondre efficacement à cette demande », a-t-il conclu.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Nécessité d’adopter un « programme de travail spécial » durant le Ramadhan

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a instruit les responsables concernés, samedi à El-Tarf, à l’effet d’élaborer un « programme de travail spécial Ramadhan » afin d’accélérer la cadence des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Est dans sa section traversant la wilaya sur 28 km. Inspectant les travaux de réalisation de la ligne de contournement de la ville de Dréan, notamment les opérations de soudage et de pose des rails, le ministre a appelé les responsables du projet à « élaborer un programme de travail spécial pour le prochain mois de Ramadhan en adoptant un système de travail posté, organisé en équipes alternantes, afin d’accélérer le rythme d’avancement et de garantir le respect des délais de livraison de cet important projet structurant ». Il a également indiqué que la réception du projet de dédoublement, de modernisation et de correction du tracé de la ligne minière Est, sur un linéaire de 422 km entre la mine de Blad El-Hadba, dans la wilaya de Tébéssa, jusqu’à Annaba, « nécessite davantage d’efforts, de volonté et de coordination entre les entreprises de réalisation », s’agissant d’une « importante voie ferrée dont la dimension économique et stratégique est avérée ». M. Djellaoui a également inspecté, dans la commune de Chihani, les grands travaux de terrassement et le chantier de réalisation d’un pont ferroviaire supérieur d’une longueur de 200 m, ainsi qu’une structure technique au niveau du point kilométrique (PK) 29, en plus des travaux de mise en place du ballast au PK 31+000 où il s’est réjoui de « l’accélération du rythme des travaux » par rapport à sa dernière visite et ce, malgré les mauvaises conditions météorologiques, appelant au maintien de cette cadence. Le ministre a également réitéré la nécessité de renforcer la coordination entre les différents intervenants afin de garantir l’achèvement du projet dans les délais impartis. Par ailleurs, le ministre Abdelkader Djellaoui, a affirmé, à Ain Ben Beida (Guelma), que les travaux de réalisation de la pénétrante Guelma-auto-route Est-ouest par les limites administratives de la wilaya d’Annaba seront « bientôt » relancés après plusieurs années d’interruption. Le ministre a précisé, lors d’une visite d’inspection du projet de doublement de la route nationale n° 16 reliant Annaba à Souk Ahras via Guelma, dans son tronçon traversant la commune d’Ain Ben Beida, que l’entreprise publique Cosider se chargera de la relance de ce projet inscrit en 2014 mais non encore réalisé pour différentes raisons. Il a ajouté que les travaux devant être lancés dans ce cadre concernent 18 km entre Guelma et la commune de Nechmaya, sur un total de 35 km dont 25 km situés sur le territoire de la wilaya de Guelma. Le ministre a instruit les responsables locaux en charge du projet à l’effet « d’accélérer le déplacement des différents réseaux + conduites et canalisations + situés le long du couloir du projet afin de faciliter la réalisation de cette voie d’une grande importance ».

Par R E/Agence

TIMIMOUN

Récolte de quelque 100.000 quintaux de tomate industrielle

Quelque 100.000 quintaux de tomate industrielle ont été récoltés dans la wilaya de Timimoun, au titre de la saison 2025-2026, a-t-on appris dimanche de la direction des services agricoles (DSA). La superficie réservée à ce genre cultural s'étend sur 200 hectares, dont 90% localisés sur le territoire de la commune de Talmine, ont précisé les services agricoles en soulignant que cette production a été rendue possible grâce au soutien et à l'accompagnement des investisseurs, notamment en matière de suivi de l'itinéraire technique, de système d'irrigation et d'utilisation des fertilisants. Ce qui, a-t-on ajouté, contribue à la réussite de l'expérience et à son extension à d'autres périmètres agricoles. Selon le DSA de Timimoun, Rafik Benmansour, la politique d'encouragement de ce segment agricole intervient dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle de soutien à la filière tomate industrielle en régions sahariennes, confortée en cela par les résultats obtenus. S'agissant de l'écoulement de la production, des formules contractuelles producteurs-transformateurs ont été signées pour l'acquisition de la récolte et son acheminement des exploitations vers la Conserverie de Reggane (Adrar), a-t-on fait savoir à la DSA. La mesure a soulagé les producteurs et contribue au développement de la filière et à la dynamisation de l'industrie de transformation dans la région, a conclu la source.

APS

MASCARA

Plus de 5.600 nouveaux postes pour la rentrée professionnelle

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Mascara a réservé plus de 5.600 nouveaux postes pédagogiques en prévision de la rentrée de la session de février, prévus demain dimanche, a indiqué, samedi, la même direction. Ainsi, plus de 1.000 postes ont été réservés à la formation par apprentissage, plus de 680 postes à la formation résidentielle, plus de 270 postes aux cours du soir et 270 postes dans le cadre de la formation qualifiante initiale. Il a également été prévu 350 postes au profit des femmes au foyer, plus de 450 postes pour les détenus des établissements de rééducation, ainsi que 100 postes destinés au milieu rural. A cela s'ajoutent 130 postes dans le cadre de la formation contractuelle orientée vers le secteur agricole et plus de 1.400 postes pour la formation des bénéficiaires de l'allocation chômage, et plus de 855 postes proposés par des établissements de formation privés agréés. Il a été décidé d'ouvrir, au titre de cette session, deux nouvelles spécialités : " industrie mécanique " et " esthétique " , dans le cadre des travaux du Conseil de wilaya du partenariat regroupant différents secteurs et chargé de déterminer les besoins du marché de l'emploi dans la région, selon la même source. Pour rappel, la wilaya de Mascara dispose de 14 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), ainsi que de quatre instituts nationaux spécialisés, accueillant au total plus de 12.000 stagiaires répartis sur 19 filières professionnelles.

Agence

TIZI-OUZOU

Le barrage de Taksebt rempli à 40% après les dernières pluies

Le taux de remplissage du barrage de Taksebt, sis à la sortie Sud du chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, a atteint 40% de ses capacités de stockage, soit 68 millions de m3, ont indiqué les services de la wilaya.

Les dernières pluies ainsi que la neige, enregistrées dans la wilaya de Tizi-Ouzou ces dernières semaines ont permis d'augmenter le niveau d'eau du barrage de Taksebt, l'un des plus important du pays, avec une capacité de stockage de 180 millions de m3, a souligné la même source. Le wali Aboubakr Esseddik Boucetta a effectué, aujourd'hui, une visite d'inspection au niveau du barrage pour s'enquérir de l'état de son remplissage après les dernières pluies ainsi que de l'opération de nettoyage lancée par l'agence nationale des barrages et des transferts (ANBT).

M. Boucetta a instruit les responsables de cette structure de veiller au bon fonctionnement des différentes opérations engagées ainsi que sur la régularité de la distribution de la ressource. Il a également inspecté la station de transfert des eaux de l'Oued Sebaou vers le barrage de Taksebt d'une capacité de 230.000 m3/jour, où un exposé sur la possibilité de création d'une nouvelle station à même de porter la quantité transférée à 450.000 m3/ jour. Le chef de l'exécutif local a, là aussi, ins-

truit les responsables de cette station à veiller à son bon fonctionnement et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son entretien afin d'éviter les pannes techniques préjudiciables à l'opération de transfert. A noter que le barrage de Taksebt qui alimente les wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdes et une partie de la wilaya d'Alger, avait souffert du stress hydrique avant la mise en service, début 2023, de la station du transfert des eaux de l'Oued Sebaou vers ce barrage.

APS

BISKRA

Vers la mise en terre de 100.000 plants d'arganier

Près de 100.000 plants d'arganier, espèce à importante valeur économique et écologique, seront mis en terre dans la wilaya de Biskra "à l'horizon 2027", a-on informé samedi auprès du directeur général des forêts (DGF). Dans une déclaration à la presse en marge de l'opération de plantation de 3.000 arganiers à la ferme pilote Omar Driss dans la commune de Loutaya dans le cadre de la grande campagne nationale de

plantation de 5 millions d'arbres à travers le pays, M. Djamel Touahria, a indiqué que ce projet "s'inscrit dans le cadre des efforts de développement de cette espèce au regard de sa longévité et de sa résistance au climat subsaharien". Outre sa valeur écologique pour le développement du couvert végétal, cette espèce présente une importance économique en matière d'extraction des huiles essentielles, at-il ajouté, affirmant que tous les moyens ont été mobilisés

pour le succès de ce projet, notamment à travers l'irrigation au goutte-à-goutte afin de favoriser sa croissance et son entrée en phase de production. Le même responsable a appelé à développer cette espèce et à élargir les aires de sa plantation surtout qu'elle est adaptée aux conditions subsahariennes et que les expériences exercées ont donné des résultats positifs. Le directeur général des forêts a présidé en compagnie des autori-

tés locales de la wilaya l'opération de plantation avec la participation des représentants de plusieurs secteurs et du président de l'association "El Djazaïr El Khadra" (l'Algérie verte) Fouad Maala. L'arganier est un arbre peu gourmand en eau qui résiste à la sécheresse et aux températures élevées. Son fruit jaune dont le noyau est exploité pour l'extraction à froid de l'huile essentielle d'argan, note-t-on.

APS

EL-OUED

Ouverture de 10 marchés de proximité en prévision du Ramadhan

Dix marchés de proximité de fruits et légumes ont été ouverts dans la wilaya d'El-Oued, en prévision du mois de Ramadhan, en vue de rapprocher les produits de large consommation du consommateur, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du Commerce. L'ouverture de ces espaces commerciaux intervient en application des directives des pouvoirs publics visant à répondre au mieux aux préoccupations du citoyen, a affirmé le directeur du Commerce, Nouredine Kermia. Leur déploiement a tenu compte de la carte de répartition géographique, dans les aggloméra-

tions éloignées des marchés hebdomadaires et quotidiens, notamment les zones enclavées et les villages reculés. Les autorités de la wilaya ont appelé les institutions publiques et les organismes administratifs directement concernés à encadrer ces espaces commerciaux, en invitant les chambres de l'Agriculture et du Commerce, ainsi que les commerçants et les agriculteurs à proposer leurs produits dans ces lieux. Le président de la chambre de l'Agriculture, Djelloul Othmani, a affirmé avoir donné instructions aux représentants de la chambre dans les communes afin d'inviter les agriculteurs à pré-

senter leurs produits dans ces espaces commerciaux, ce qu'a également assuré le représentant pour le Sud au Bureau national de l'Union des commerçants et artisans algériens, Djamel Chelghoum, en invitant les commerçants à exploiter ces marchés pour l'écoulement de leurs produits. Les entreprises publiques et les autorités administratives s'emploient à l'impulsion de ces espaces commerciaux et à leur pérennité tout au long du mois de Ramadhan, à travers un suivi et un contrôle réguliers, afin d'assurer la disponibilité des produits et la stabilité de leurs prix.

APS

ORAN – SONELGAZ

43 agressions sur les réseaux de distribution d'électricité enregistrés

La direction de la distribution d'électricité et de gaz d'Oran a enregistré pas moins de 43 incidents d'agression ciblant le réseau de gaz naturel à travers la wilaya, affectant plusieurs quartiers et localités, jusqu'à aujourd'hui. Ces attaques répétées ont entraîné des perturbations notables dans l'approvisionnement en énergie, provoquant des difficultés pour les consommateurs résidentiels et industriels. Selon la direction, la principale cause de ces incidents réside dans des travaux de terrassement et de creusement effectués de manière aléatoire par diverses entreprises chargées des chantiers dans les communes d'Oran et autour de Bir El Djir, sans aucune consultation préalable

avec les services techniques de la Sonelgaz. Malgré les multiples notifications adressées aux sociétés concernées pour les sensibiliser au respect des procédures et à la coordination obligatoire avec toutes les entités, dont la Sonelgaz, les infractions persistent. Ces interventions non autorisées ont des conséquences directes sur le réseau. Chaque fois qu'un acte du genre est détecté, les équipes techniques de la Sonelgaz sont contraintes d'intervenir pour stopper les fuites de gaz et procéder aux réparations nécessaires, ce qui provoque des interruptions temporaires de l'alimentation pour les habitants et les industriels. Le réseau de distribution de gaz de la wilaya d'Oran s'étend sur plus de 1 175 kilomètres et est constamment surveillé

grâce à un programme de détection des fuites. Les inspections régulières permettent de contrôler l'état des conduites et de réaliser des opérations d'entretien sur les vannes et dispositifs de sécurité. Depuis le début de l'année, environ 14 kilomètres de canalisations ont dû être remplacés à la suite des dégradations répétées survenues dans différents quartiers d'Oran et aux alentours du puits de Bir El Djir. Face à cette situation, les responsables insistent sur l'importance du respect strict des protocoles de sécurité et de coordination avant toute intervention sur le réseau, rappelant que la moindre négligence peut mettre en danger la sécurité publique et la continuité de l'approvisionnement en gaz.

R.R.

SAISIE DE PÉTROLIERS

La Grande-Bretagne soutient activement Trump dans l'accaparement des ressources vénézuéliennes

La saisie de deux pétroliers transportant du pétrole vénézuélien marque une nouvelle escalade dans la politique guerrière de Donald Trump. Alors que le Premier ministre britannique Keir Starmer avait nié toute implication dans la précédente attaque contre Caracas, cette fois-ci, la Grande-Bretagne a activement participé à l'opération.

2^e partie et fin

Par Nathan Akehurst (*)

Aujourd'hui, l'Hyperborée fait son retour. Le rythme effrayant du changement climatique lié au recul de la banquise arctique, a ouvert un accès potentiel aux riches réserves de pétrole et de gaz de la région, ainsi qu'à ses stocks massifs de minéraux essentiels. Le pic de la ruée vers l'or n'a pas encore eu lieu. Cependant, au cours des deux dernières décennies on a vu une augmentation considérable des investissements.

Les tensions géopolitiques et militaires se sont également accrues. En 2007, la Russie a planté un drapeau sur le fond marin de la dorsale de Lomonosov, tentant ainsi de revendiquer de manière tendancieuse les ressources qui s'y trouvent. Après l'invasion de l'Ukraine, tous les autres États membres du Conseil de l'Arctique ont boycotté l'institution en signe de protestation, gelant de fait la gouvernance coopérative de l'Arctique. (Bien que membre du Conseil, le Conseil circumpolaire inuit, qui représente les populations autochtones, s'est souvent retrouvé exclu des décisions). Les États ont commencé à rouvrir et à agrandir leurs installations du grand nord datant de la Guerre froide. L'Europe doit désormais faire face à une nouvelle forme intéressante de boomerang impérial. Elle a favorisé l'effondrement des normes et des règles ailleurs, et elle en subit aujourd'hui les conséquences chez elle.

Washington s'est engouffré dans cet environnement déjà tendu avec une série de clichés, de visites d'État et d'opérations d'influence visant à encourager le Groenland à rechercher son indépendance vis-à-vis de son ancien colonisateur afin que les États-Unis puissent à leur tour le coloniser. Dans un premier temps, tout cela semblait être une vaste blague, un autre exemple de la stratégie de l'administration Trump consistant à « inonder la zone » d'informations afin que ses adversaires ne sachent pas ce qu'elle s'apprête à faire. Mais les capitales européennes se sont vues contraintes de se confronter à la possibilité que cela puisse être réel, et l'Allemagne et la Pologne tentent désormais de prendre la tête d'une réponse européenne commune.

L'Europe doit désormais faire face à une nouvelle forme intéressante de boomerang impérial. Elle a favorisé l'effondrement des normes et des règles ailleurs, et elle en subit aujourd'hui les conséquences chez elle. Le Danemark a travaillé en étroite collaboration avec le Britannique Keir Starmer sur un projet visant à affaiblir la législation européenne en matière de droits humains. L'Europe a activement sapé les normes en ne demandant pas de comptes à Israël et dans sa gestion des urgences liées aux réfugiés. Concernant le Venezuela, ses premières réactions à l'at-



taque ont été soit vaines, soit enthousiastes. Paradoxalement, même certains alliés idéologiques apparents de Trump, comme Marine Le Pen en France, se sont montrés plus courageux que la plupart des libéraux.

Deux questions occupent désormais le devant de la scène. La première est de savoir si la question du Groenland va affiner la réflexion de l'Europe et à quoi cela pourrait ressembler. L'Europe a-t-elle le bon sens nécessaire pour empêcher qu'une Pax Americana lui soit imposée ? La deuxième question concerne la position de la Grande-Bretagne. Pendant un temps, il a semblé que le Premier ministre Keir Starmer serait capable de compartimenter, en restant passif sur le Venezuela et plus réactif sur le Groenland. Mais le fait que le sol anglais devienne la rampe de lancement de la guerre de Washington qui vient bouleverser le système, pour une opération dans l'Atlantique Nord non loin du Groenland, rend la question du rôle de Londres extrêmement claire. Keir Starmer ne peut pas rester évasif éternellement.

Il est extrêmement difficile de prédire ce qui va se passer maintenant, et toutes les parties prenantes sont confrontées à d'importantes questions. Et bien souvent, en période de crise, les acteurs concernés se tournent vers des doctrines beaucoup plus anciennes pour trouver des réponses.

Résister au fatalisme

Ceux qui soutiennent la revendication américaine sur le Groenland avancent un argument intéressant : puisque Copenhague n'a pas su exploiter efficacement la région, les Danois ont perdu le droit à ses richesses.

Que ce soit intentionnel ou pas, cela ressemble à l'argument de Locke [La clause lockéenne est une condition pour que l'appropriation des ressources naturelles soit juste, NdT] en faveur de l'Amérique coloniale; à avoir que les immenses richesses du Nouveau Monde appartenaient aux Anglais, plus industriels que

les peuples autochtones pour exploiter leur potentiel. Ce n'est pas la seule idée de cette période qui refait surface. Les débats autour de la saisie des pétroliers pourraient sembler familiers à Hugo Grotius, le théoricien néerlandais du droit international qui a rédigé une défense passionnée de la saisie par son pays, en 1603, d'un navire portugais rival transportant d'immenses richesses, ce qui a déclenché un scandale à l'échelle européenne. Et la vision sombre des relations internationales de Hobbes, développée dans le contexte dévastateur de la guerre de Trente Ans – un monde où la force fait loi et où tous sont contre tous – connaît un regain d'intérêt.

Ces idées anciennes et ces nouvelles tactiques sont reliées par un réalisme brut que la Nouvelle Droite tente de populariser : l'inévitabilité et le caractère souhaitable d'un monde où les forts l'emportent et où les faibles subissent leur sort. Cette vision se retrouve dans les tentatives de bafouer le droit international humanitaire, de réduire la protection des travailleurs ou de revenir sur les progrès accomplis en matière d'égalité raciale et de genre. Il s'agit d'une doctrine de type survivaliste visant à surmonter les crises que ses inventeurs ont provoquées.

C'est également l'avis explicite du gouvernement américain. La Maison Blanche a poursuivi sa semaine d'agression en augmentant de 600 milliards de dollars le budget déjà pléthorique de la guerre aux États-Unis. Sa stratégie est claire : saboter l'action mondiale en faveur du climat, s'emparer des réserves de pétrole restantes dans le monde et les rejeter dans l'atmosphère, en exploiter les conséquences en s'emparant des voies maritimes ouvertes par la fonte des glaces et militariser l'avenir. Je ne suis toujours pas convaincu que tout cela démontre réellement une quelconque force; après l'enlèvement de Maduro, j'ai fait valoir que l'agressivité imprévisible et aléatoire était la manière dont l'administration Trump gérait une ère de déclin pour l'Amérique.

Mais il s'agit bien d'une menace. Et même

si les opposants à la droite ne voient pas nécessairement d'un bon oeil un monde principalement régi par la force, beaucoup se résignent à son caractère inexorable. Les libéraux au pouvoir en Europe ont fait part de leur réticence, mais ont néanmoins adhéré à la doctrine trumpienne consistant à augmenter les dépenses militaires, à recourir à la violence aux frontières et à abandonner les engagements en matière d'environnement et de protection sociale. Pendant ce temps, les militants de gauche, désespérés par l'inutilité de faire appel à la morale ou même aux normes juridiques contraignantes, se résignent à des conclusions fatalistes.

Pour contrer un tel fatalisme, il faut faire preuve d'une autre forme de force. L'Europe pourrait défendre et étendre sa tradition tant vantée de droits et de consolidation de la paix, plutôt que de tout sacrifier dans la précipitation pour obtenir des gains à court terme. António Costa, président du Conseil européen, a fait un petit pas dans cette direction en insistant sur le fait qu'il « ne peut accepter les violations du droit international, que ce soit à Chypre, en Amérique latine, au Groenland, en Ukraine ou à Gaza. » Reste à voir si ces paroles seront suivies d'actions concrètes. Les Britanniques, quant à eux, pourraient rejeter le rôle qui leur a été attribué, celui d'un porte-avions américain surdimensionné. Quant aux Américains, le discours d'investiture du maire de New York, avec sa référence à la convivialité du collectif, laisse entrevoir à quoi pourrait ressembler un véritable programme « America first » : privilégier la santé, l'éducation, l'environnement et les infrastructures plutôt qu'une nouvelle série de « guerres sans fin. »

De telles alternatives nécessitent également de rompre avec les anciennes doctrines de l'extraction, de l'accumulation et de la force brute comme seules voies vers la prospérité. Et certaines sources d'inspiration existent dans les lieux actuellement attaqués. Les Groenlandais élisent depuis longtemps des écologistes autochtones qui ont résisté avec persévérance aux tentatives d'intensification de l'extraction, préférant une vie durable à l'attrait de l'argent à court terme. Le Venezuela est aujourd'hui profondément divisé, mais il est encore possible de tirer des leçons de la redistribution transformatrice de la richesse et du pouvoir mise en œuvre au début de la révolution bolivarienne. Le début de l'année a été pour le moins inquiétant. Mais avec des enjeux aussi importants, ces événements devraient également redynamiser les mouvements en faveur de la paix et de la justice environnementale et économique, après de nombreuses défaites.

(*) Écrivain et militant, il travaille dans le domaine de la communication politique et du plaidoyer.

Source : Jacobin, 10-01-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

Le Fonds souverain saoudien serait prêt à annoncer une refonte stratégique

Le Fonds public d'investissement saoudien (PIF), doté de 925 milliards de dollars, s'apprête à dévoiler cette semaine une nouvelle stratégie quinquennale, dans ce qui constitue la plus grande réorientation à ce jour du plan de transformation économique du prince héritier Mohammad ben Salmane. Selon des sources proches du dossier, le Fonds a présenté lundi en avant-première sa stratégie 2026-2030 à des investisseurs et partenaires stratégiques, en marge d'une conférence à Riyad. Cette nouvelle feuille de route mettra l'accent sur des secteurs tels que l'industrie, les ressources minières, l'intelligence artificielle et le tourisme. Elle prévoit également de réduire, voire de reconfigurer, certains mégaprojets coûteux comme The Line, la ville futuriste aux façades miroitées. Le plan vise aussi à attirer davantage de capitaux étrangers, notamment auprès des principaux gestionnaires d'actifs mondiaux face à des pressions fiscales croissantes, alors que les prix du pétrole restent inférieurs aux niveaux nécessaires pour financer les ambitions du royaume. Cette réorientation marque une étape-clé dans le projet Vision 2030 de Mohammad Ben Salmane, qui depuis près de dix ans repose en grande partie sur des plans futuristes ambitieux. Plusieurs d'entre eux, comme The Line, qui s'étend sur 170 km dans le désert, ou le futur centre de sports d'hiver Trojena, ont été retardés et ont vu leurs coûts exploser. Le dernier projet suspendu concernait un gratte-ciel cubique à Riyad. Sous cette nouvelle stratégie, NEOM, le projet-phare du PIF, s'éloignera de son orientation initiale centrée sur le tourisme et l'urbanisme futuriste pour se concentrer sur les énergies renouvelables et le développement industriel. L'hydrogène vert, le solaire et l'éolien, ainsi que des centres de données profitant de la proximité de la mer pour le refroidissement, seront au cœur des priorités.

Agence

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

La Libye annonce les résultats de son appel d'offres

En décembre 2025, la National Oil Corporation (NOC) a indiqué que la décision concernant les nouvelles concessions pétrolières serait annoncée début 2026. La société avait indiqué que plusieurs multinationales figuraient parmi les entreprises préqualifiées.

Par Rédaction Internationale

La Libye a dévoilé les résultats de son premier appel d'offres pétrolier et gazier depuis 2007. L'annonce a été faite par la National Oil Corporation (NOC), la compagnie publique en charge du secteur des hydrocarbures. Concrètement, sur les 20 blocs mis en compétition, quatre ont été attribués, pour un total de cinq entreprises ou consortiums internationaux déclarés gagnants. Les blocs concernés sont situés à la fois à terre et en mer et couvrent notamment les bassins de Syrte et de Murzuq, au sud du pays. Selon les résultats publiés, la compagnie américaine Chevron a obtenu le bloc terrestre Syrte S4, situé dans le bassin de

Syrte. De son côté, l'italienne Eni et la qatarie QatarEnergy ont remporté conjointement le bloc offshore 01, également dans le bassin de Syrte, en Méditerranée. Un consortium composé de la compagnie espagnole Repsol, du groupe hongrois MOL et de la société turque TPAO s'est vu attribuer le bloc offshore 07, dans la même zone. Par ailleurs, l'entreprise nigériane Aiteo a obtenu le bloc M1 situé dans le bassin de Murzuq. En ce qui concerne ceux non attribués, selon la NOC, des divergences subsistent avec certains candidats, notamment sur les engagements liés aux travaux de forage et aux conditions contractuelles. La société d'État a précisé que des discussions pourraient se poursuivre pour ces zones.

Ce cycle d'attribution marque la reprise formelle des appels d'offres internationaux en Libye, près de deux décennies après le précédent tour organisé en 2007. Comme l'a rapporté Agence Ecofin fin janvier 2026, le pays envisage de poursuivre cette dynamique à travers un second cycle d'appel. L'ambition des autorités est de dépasser les 1,4 million de b/j d'huile produits actuellement pour atteindre 1,6 million b/j d'ici fin 2026, soit son niveau d'avant la crise de 2011. D'après des chiffres publiés par la Banque africaine de développement (BAD), le pétrole et le gaz ont représenté environ 68 % du PIB, 97 % des exportations et plus de 90 % des recettes fiscales en 2024.

QATAR-SULTANAT D'OMAN

Signature d'un programme exécutif de coopération agricole, animale et halieutique 2025-2027

L'État du Qatar et le Sultanat d'Oman ont signé, ce jeudi, le programme exécutif du memorandum d'entente relatif aux domaines agricole, animal et halieutique pour la période 2025-2027, une initiative qui s'inscrit dans la dynamique de renforcement de la coopération bilatérale et de consolidation du partenariat entre les deux pays frères. Ce programme a été paraphé

par Son Excellence M. Ali bin Mohammed bin Ali Al Ali, sous-secrétaire du ministère de la Municipalité, et par Son Excellence Sayyid Ammar bin Abdullah bin Sultan Albusaidi, ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de l'État du Qatar. Signé en marge du Salon agricole international du Qatar, ce programme exécutif vise à opérationnaliser le memorandum d'entente conclu

à Mascate en janvier 2018, en établissant un cadre d'action concret pour le développement de la coopération dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Il prévoit notamment la mise en œuvre de programmes et d'initiatives conjoints, l'organisation de visites mutuelles et le partage d'expertises techniques et technologiques. Les deux parties ont souli-

gné que ce programme constitue une avancée significative vers un renforcement de l'intégration agroalimentaire entre le Qatar et Oman, et qu'il contribue directement aux efforts visant à consolider la durabilité et la sécurité alimentaire, au service des intérêts communs et en appui aux dynamiques de développement engagées dans les deux pays.

Agence

LORS D'UNE MISSION À MONASTIR ET MAHDIA

L'Italie mobilise 55 millions d'euros pour les PME tunisiennes

Dans le cadre de la stratégie italienne de « diplomatie de la croissance », l'ambassadeur d'Italie en Tunisie, Alessandro Prunas, a conduit une mission économique à Monastir et Mahdia, deux pôles majeurs du partenariat industriel tuniso-italien. Organisée en collaboration avec la Chambre tuniso-italienne de commerce et d'industrie (CTICI), cette mission a réuni plusieurs acteurs clés du système italien en Tunisie, notamment le président de la CTICI, Fradi, la directrice de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) à Tunis, Lucaferri, ainsi que le directeur de l'Italian Trade Agency à Tunis, Prevete.

Une présence économique italienne solide dans la région

Au programme de cette mission figurait la visite de nombreuses entreprises implantées dans la région et actives

dans le cadre du partenariat économique entre les deux pays. Selon l'ambassadeur Prunas, plus de 100 entreprises italiennes sont aujourd'hui implantées entre Monastir et Mahdia. Ces sociétés emploient environ 8 000 salariés et opèrent dans une large gamme de secteurs d'activité. Si le textile constitue historiquement le pilier de cette présence, d'autres secteurs à forte valeur ajoutée se sont progressivement développés, confirmant la diversification et la montée en gamme du partenariat industriel.

Une nouvelle ligne de crédit de 55 millions d'euros pour les PME

L'un des temps forts de la mission a été la présentation officielle de la dixième ligne de crédit de la coopération italienne, dotée d'un montant de 55 millions d'euros, destinée aux petites et moyennes entreprises tunisiennes. Ce financement vise à soutenir le tissu entrepreneurial local, favoriser l'investis-

sement, renforcer la compétitivité et encourager la création d'emplois dans un contexte économique marqué par des défis structurels et un besoin accru d'accès au financement. Cette nouvelle enveloppe s'inscrit dans la continuité des mécanismes de coopération financière mis en place entre Rome et Tunis pour accompagner les PME tunisiennes, considérées comme un levier central du développement économique.

Visite du pôle de compétitivité de Monastir-El Fejja

La délégation italienne s'est également rendue au Pôle de compétitivité de Monastir-El Fejja, plateforme stratégique dédiée à l'innovation industrielle et à l'accompagnement des entreprises. Cette visite a permis de mettre en lumière les synergies existantes entre les structures d'appui tunisiennes et les partenaires italiens, notamment dans les secteurs industriels à forte va-

leur ajoutée. À l'issue de la mission, l'ambassadeur Prunas a souligné que l'ensemble des acteurs du système italien en Tunisie travaillent activement au soutien de ce tissu entrepreneurial dynamique. « Plus de 100 entreprises, employant environ 8 000 salariés, sont actives entre Monastir et Mahdia dans une large gamme de secteurs, de la présence historique dans le textile à d'autres compartiments à haute valeur ajoutée », a-t-il déclaré. Il a ajouté que cet engagement reflète « la confiance de l'Italie dans les potentialités de la Tunisie et la solidité de notre lien économique ». À travers cette mission et le lancement de la ligne de crédit de 55 millions d'euros, Rome confirme ainsi sa volonté de consolider un partenariat stratégique avec la Tunisie, en misant sur l'investissement, l'innovation et le soutien aux PME comme moteurs de croissance durable.

Agence

KENYA

Les exportations de thé ont progressé en 2025

Au Kenya, le thé est le premier produit agricole d'exportation. Les performances réalisées par la filière en 2025 ont cependant été mitigées. 652 792 tonnes. C'est le volume de thé exporté par le Kenya en 2025 selon les résultats provisoires de la campagne rapportés par le Bureau national des statistiques (KNBS) dans son dernier rapport mensuel sur l'évolution de l'économie.

Synthèse Rédaction Internationale

Le stock annoncé marque une hausse de 4,35 % par rapport à celui enregistré un an plus tôt (625 549 tonnes). En dépit de cette progression, les recettes d'exportation ont quasiment stagné, s'affichant même en recul de 1 % d'une année sur l'autre pour s'établir à 186,9 milliards de shillings (1,44 milliard \$). Ce paradoxe peut être attribué à la faiblesse des prix d'achat observée aux enchères de Mombasa durant la période considérée. « Le prix moyen aux enchères en 2025 s'est établi à 2,15 \$ par kilogramme, contre 2,19 \$ par kilo-

gramme en 2024 », indique le KNBS dans son rapport. Il soulève à nouveau la problématique de la faible valorisation du thé kenyan sur les marchés internationaux. Rappelons que les exportations kényanes sont largement dominées par le thé noir CTC qui compte pour 99 % des volumes produits et exportés. Dans ce contexte, le pays, dont les exportations comprennent à peine 1 % de thé de spécialité, passe largement à côté de la valeur ajoutée générée sur ce segment porteur. C'est dans ce contexte que Nairobi réaffirme depuis l'année dernière une volonté politique d'augmenter la produc-

tion locale de thé de spécialité. L'ambition affichée par le ministère de l'Agriculture est notamment de porter la capacité installée de fabrication de thé orthodoxe (ou de spécialité) au Kenya à 200 000 tonnes d'ici 2030, soit un niveau 13 fois plus important que les 15 000 tonnes de l'industrie locale en 2025. D'un autre côté, le gouvernement a introduit en septembre dernier le thé orthodoxe dans le système de ventes aux enchères, qui était jusque-là réservé uniquement aux expéditions de thé noir CTC (« Cut-Tear-Curl »), en vue d'obtenir de meilleurs prix et susciter de l'intérêt pour ce produit.

TOGO

Le pays vise 126,6 millions \$ pour son secteur énergétique en 2026

Malgré des avancées en électrification, le Togo fait face à une demande en électricité en hausse, à des contraintes budgétaires persistantes et à la nécessité de moderniser des réseaux encore fragiles et insuffisamment étendus. Le Togo table sur la mobilisation de 126,6 millions de dollars (environ 70 milliards FCFA) en 2026 pour poursuivre sa politique énergétique, avec en ligne de mire la couverture universelle en électricité à l'horizon 2030. Cette

enveloppe est inscrite dans le budget 2026 au profit du ministère délégué chargé de l'Énergie et des Mines. Cette dotation représente environ 99 % du budget annuel du ministère, établi à 71 milliards FCFA. Elle permettra de poursuivre plusieurs chantiers structurants déjà engagés, notamment le projet d'électrification de 317 localités et le déploiement du Fonds Tinga, mécanisme destiné à faciliter l'accès des ménages vulnérables à l'électricité.

Une partie des ressources sera également consacrée à l'extension de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta. Par ailleurs, le gouvernement compte engager la transformation organisationnelle et le renforcement de la gouvernance de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET). En 2026, le pays devrait également entamer la mise en œuvre de son « Pacte national pour l'énergie », dans le cadre de l'initiative Mission 300. Ce programme com-

prend notamment la construction de lignes de transmission de 161 kV, afin de renforcer l'approvisionnement électrique et d'élargir l'accès au profit de 1,5 million de bénéficiaires potentiels. Selon les autorités, les différentes initiatives mises en œuvre ces dernières années ont permis au Togo d'atteindre un taux de couverture électrique de 75 % à fin 2025.

R.I.

MOZAMBIQUE

Le rétablissement de l'électricité à Cabo Delgado coûte plus d'un million \$

Depuis quelques jours, l'approvisionnement en électricité est interrompu dans la province de Cabo Delgado, située au nord du Mozambique, selon les informations communiquées par la société publique Electricidade de Moçambique (EDM). Au Mozambique, le fournisseur public d'électricité estime à plus d'un million de dollars le coût du rétablissement de l'électricité dans la province de Cabo Delgado. L'entreprise a communiqué ces montants après l'effondrement d'un pylône haute tension sur la ligne Namialo-Metoro, survenu le mardi 10 février 2026. Selon EDM, citée ce vendredi 13 février par Club of Mozambique, les travaux d'urgence destinés à rétablir l'alimentation électrique sont évalués à environ 20 millions de meticaïs, soit

près de 313 000 \$. Ces opérations comprennent la mobilisation d'équipes techniques et l'installation de structures provisoires afin de permettre une reprise du service. La reconstruction complète du pylône nécessitera un investissement supplémentaire estimé à 50 millions de meticaïs, soit environ 783 000 \$, ajoute l'entreprise publique qui précise que la nouvelle infrastructure sera mise en place après les travaux temporaires. D'après la compagnie, des équipes travaillent en continu sur le site affecté. En attendant le rétablissement complet du réseau, des générateurs ont été déployés pour alimenter certains services essentiels dans la province. EDM n'a pas communiqué de calendrier précis pour le rétablissement complet du service. Elle n'a pas non

plus détaillé le nombre d'utilisateurs affectés ni les pertes économiques liées à l'interruption. Les modalités de financement des travaux n'ont pas été précisées.

Cabo Delgado, zone stratégique pour l'énergie mozambicaine

La province de Cabo Delgado occupe une place stratégique dans le paysage énergétique du Mozambique. Elle abrite les principaux projets gaziers offshore du bassin du Rovuma, parmi lesquels Mozambique LNG opéré par TotalEnergies, Coral Sul FLNG conduit par Eni, ainsi que Rovuma LNG porté par ExxonMobil. Fin janvier 2026, TotalEnergies a annoncé la reprise complète des activités de Mozambique LNG, suspendues de-

puis avril 2021 après la déclaration de force majeure. La relance concerne les installations terrestres et les infrastructures offshore du site gazier d'Afunji. Parallèlement, l'Agence Ecofin a rapporté le même mois que les autorités mozambicaines anticipent une reprise des travaux de Rovuma LNG dans un délai de 12 à 18 mois. L'hydroélectricité occupe une place dominante dans la production d'électricité du pays. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiées en 2023, plus de 80 % de l'électricité générée provient de cette source d'énergie. Une grande part est assurée par la centrale du barrage de Cahora Bassa, dont la puissance installée est supérieure à 2000 MW. Agence

MALGRÉ LA HAUSSE DES TARIFS

Le train SGR kenyan a enregistré 2,7 millions de voyageurs en 2025

Porté par une dynamique commerciale soutenue et une montée en régime des segments voyageurs et fret, le SGR kenyan confirme son rôle clé dans le transport national. Malgré un relèvement tarifaire récent, le service continue d'afficher des indicateurs en hausse, traduisant un ancrage durable dans les habitudes de mobilité et les chaînes logistiques nationales. En 2025, le service de transport ferroviaire SGR (rail à écartement standard) kenyan a enregistré 2,7 millions de voyageurs, contre 2,4 millions en 2024, selon le dernier rapport du Bureau national des statistiques (KNBS). Ce volume d'activité a permis de générer 4,79 milliards de shillings (environ 37,1 millions USD), contre 4,09 milliards de shillings un an plus tôt. Sur la période, les mois d'août, de novembre et de décembre ont été plus prolifiques, enregistrant respectivement 291 000, 258 000 et 344 000 voyageurs. Cette performance s'observe alors même que Kenya Railways (KR) a augmenté de 50 % ses tarifs en janvier 2024, ce qui traduit une croissance soutenue de la demande pour ce service devenu l'une des principales options de mobilité entre Nairobi et Mombasa, depuis son inauguration en 2017. En décembre 2025, en raison de l'affluence due aux fêtes de fin d'année, KR a annoncé qu'il ajouterait deux trains de voyageurs vers et depuis la capitale, Nairobi, pour répondre à la demande. Le fret ferroviaire a enregistré 7,4 millions de tonnes de marchandises, avec un niveau de revenu s'établissant à 16,6 milliards de shillings, contre 6,5 millions de tonnes en 2024 pour 13,9 milliards de shillings. Au total, le chiffre d'affaires du service de train s'est élevé à 165,8 millions USD en 2025, contre 139,5 millions USD en 2024.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

L'IA ébranle les certitudes sectorielles

La saison des résultats anime toujours les séances et les investisseurs continuent à chercher la prochaine victime de l'IA. Après la purge du secteur des logiciels, plusieurs compartiments de la cote ont été à leur tour sous pression. Les indices américains finissent ainsi la semaine dans le rouge, tandis que l'Europe termine proche de l'équilibre, à la faveur de solides publications de plusieurs poids lourds.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Schroders +28,12 % : le gestionnaire d'actifs londonien a publié des résultats solides avant de vaciller avec le secteur sur les inquiétudes liées à l'IA. L'action a finalement bondi après l'offre de rachat de Nuveen à dix milliards de livres. Embracer +23,95 % : le groupe de jeux vidéo suédois, récemment scindé en trois entités, dépasse les attentes grâce à ses licences historiques. L'action bondit tandis que les analystes relèvent leur recommandation, validant le recentrage sur les franchises clés. Ferrari +14,7 % : le constructeur automobile de luxe dépasse les attentes et relève ses prévisions grâce à un carnet de commandes étendu jusqu'à fin 2027. L'action rebondit fortement après la présentation de la Luce, sa première voiture 100% électrique. STMicroelectronics+14,28 % : le fabricant de puces s'envole après un partenariat pluriannuel de plusieurs milliards de dollars avec AWS, incluant des warrants sur 24,8 millions d'actions, et dévoile son microcontrôleur automobile Stellar P3E doté d'une accélération IA. Ahold +13,9 % : des résultats trimestriels dépassant les attentes propulsent le groupe de supermarchés néerlandais, soutenu par les marges américaines et la rentabilité de l'e-commerce. Les gains de parts de marché incitent Bernstein à relever son objectif de cours. Ipsen +13,67 % : le fabricant de médicaments spécialisé dans l'oncologie et les maladies rares a vu son cours grimper en flèche cette semaine. Parmi les résultats, une hausse de son chiffre d'affaires et une nette amélioration de sa rentabilité opérationnelle. La performance du titre reflète aussi les prévisions ambiguës pour 2026.

Flops
Adyen -20,94 % : la fintech néerlandaise plonge après des prévisions jugées trop prudentes pour 2026. La stabilité des marges est jugée insuffisante au regard de la valorisation élevée de l'entreprise. Le titre reste éloigné de ses niveaux historiques, confirmant l'inquiétude des investisseurs vis-à-vis des fintechs. Dassault Systèmes -19,91 % : le leader du logiciel de gestion du cycle de vie des produits continue sa chute après la publication de résultats décevants. L'entreprise était déjà impactée par les inquiétudes pesant sur les éditeurs de logiciels à l'heure de l'IA. Les perspectives de croissance s'affichent inférieures aux attentes du marché. Magnum -14,05 % : la marque de glaces, issue de la scission avec Unilever, a dévoilé un bénéfice en berne et une croissance atone. Pour autant, l'entreprise maintient ses prévisions, tablant sur une amélioration progressive de sa rentabilité et une hausse de son chiffre d'affaires. Delivery Hero -15,23 % : plombé par des prévisions 2026 décevantes de sa filiale Talabat, dont dépend 70% de son EBITDA, le groupe allemand enchaîne

les replis en Bourse et voit les analystes douter de sa capacité à créer rapidement de la valeur. St.Jame's Place -16,74 % : le groupe britannique de conseil en gestion de patrimoine a été pris dans le grand mouvement de défiance vis-à-vis du secteur. Les investisseurs craignent que les outils d'IA ne viennent bouleverser considérablement le métier de conseil financier, en lésant les groupes historiques.

Matières premières
Energie : L'hésitation est palpable sur les marchés pétroliers. Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir un graphique de cotations sur le Brent ou le WTI et de le régler en données hebdomadaires. Vous visualiserez alors de grandes mèches sur les derniers chandeliers, qui indiquent qu'il n'y a pas de sens directionnels clairs. Plus concrètement, le cours du Brent s'est une nouvelle fois aventuré au-dessus de la ligne des 70 USD le baril, mais a depuis reflué pour s'échanger autour de 67,6 USD. Il en est de même pour le WTI, qui se négocie proche de son plus bas niveau de la semaine à 62,90 USD après avoir atteint un pic à 65,80 USD. Ce repli s'explique par la combinaison de prévisions de demande moroses et d'une baisse des tensions entre les États-Unis et l'Iran. Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie a effectivement jeté un froid sur le marché. L'Agence souligne un déséquilibre croissant du marché avec une offre excédentaire alors que la croissance de la demande mondiale devrait ralentir cette année selon ses prévisions. En toile de fond, les craintes d'une escalade immédiate au Moyen-Orient se sont atténuées. Le président américain Donald Trump a confirmé sa volonté de poursuivre les négociations nucléaires avec l'Iran, refusant pour l'instant d'élargir les discussions au programme balistique comme le souhaitait Israël. Cette position éloigne à court terme le spectre d'un conflit direct ou d'un blocage du détroit d'Ormuz. Toutefois, les tensions restent présentes. Preuve en est, les Etats-Unis vont déployer un deuxième porte-avions au Moyen-Orient.

Métaux
La volatilité reste importante sur le compartiment des métaux précieux. L'argent cède environ 2,50%, tandis que l'once d'or s'en sort mieux avec une performance hebdomadaire pratiquement nulle. La relique barbare profite des derniers chiffres de l'inflation, en dessous des attentes, pour se stabiliser autour de 5000 USD. Du côté des métaux industriels, la tonne de cuivre recule à Londres autour de 12875 USD (prix cash).

Produits agricoles
Après le café, c'est au tour du cacao de plonger. La demande atone en cacao gonfle les stocks et pèse sur les prix, qui reculent d'environ 10% cette semaine. A Chicago, l'USDA a révisé à la baisse son estimation des stocks mondiaux de maïs et de blé. Les cours n'ont pas beaucoup évolué par rapport à la semaine dernière.

Le boisseau de blé s'échange autour de 550 cents et le boisseau de maïs autour de 431 cents (contrat mars 2026). Macroéconomie

Macro
la rotation sectorielle que nous évoquions la semaine dernière est toujours à l'œuvre sur le marché américain. Dans le doute, les investisseurs continuent de taper sur les potentielles victimes de l'IA, tout en ayant un peu de mal à déterminer les futurs gagnants. Sur le front macroéconomique, les chiffres du chômage n'ont pas apporté beaucoup plus d'éclaircissements : d'un côté les créations d'emplois sur l'ensemble de l'année 2025 ont été fortement révisées à la baisse laissant craindre un marché bien moins dynamique que prévu et de l'autre, les chiffres pour janvier sont ressortis nettement supérieurs aux attentes. Il aura fallu attendre ce vendredi et la publication de l'indice des prix à la consommation pour se rassurer un peu : l'inflation a baissé de 0,3 point à 2,4% en rythme annuel contre 2,5% attendu, ce qui devrait permettre à la Fed de baisser ses taux. Crypto : encore une semaine compliquée pour le bitcoin. En recul de 4,3% sur la semaine, autour de 67 000 USD, le BTC est bien parti pour clôturer à son plus bas niveau depuis octobre 2024. Il affiche désormais une baisse de 25% depuis le 1er janvier 2026. Les deux premiers mois de l'année se sont soldés dans le rouge, avec un mois de janvier à -10%, suivi d'un mois de février à -14,7% — une première dans l'histoire du bitcoin. Depuis octobre 2025, l'encours total des

ETF Bitcoin spot a été divisé par deux, passant de plus de 164 Mrds USD à 82 Mrds USD cette semaine. Un signe clair que l'aversion au risque sur les marchés, dont les cryptomonnaies sont en première ligne, est bien palpable. Dans le sillage du bitcoin, les autres cryptomonnaies reculent également : l'ether (ETH) perd 5,6% autour de 1 950 USD, Solana (SOL) chute de 7,6% à 80 USD, tandis que XRP (XRP) cède 4% à 1,37 USD. La capitalisation boursière totale du marché crypto a elle aussi presque été divisée par deux depuis son pic d'octobre, passant de 4 270 Mrds USD à 2 280 Mrds USD aujourd'hui. Les publications de résultats vont se poursuivre. Côté Europe, le marché attend la semaine prochaine BAE Systems, Nestlé, Airbus, Air Liquide et Danone. Aux Etats-Unis, Walmart, Booking, Analog Devices ou Deere seront de la partie. Dans le domaine macroéconomique, la journée de mercredi prochain sera probablement la plus intéressante, avec les commandes de biens durables américaines et les minutes de la dernière réunion de la Fed. Le calendrier sera bouleversé la semaine prochaine. Aux Etats-Unis, la journée de lundi est fériée. Les marchés de Chine continentale seront fermés toute la semaine et ne rouvriront que le mardi 24 février, pour cause de Nouvel An Lunaire. Pour la même raison, Hong Kong fera relâche du mardi 17 au jeudi 19 février inclus.

Source : zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 12 Février 2026 Valeur : 16 Février 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.4727	129.4727
1	EUR	EURO	153.7229	153.7229
1	GBP	POUND STERLING	176.5136	176.5136
100	JPY	JAPANESE YEN	84.6061	84.6061
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7579	18.7579
1	CHF	SWISS FRANC	167.8630	167.8630
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3337	95.3337
1	DKK	DANISH KRONE	20.5751	20.5751
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.5704	14.5704
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6619	13.6619
1	AED	UAE DIRHAM	35.2489	35.2489
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5224	34.5224
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.2225	424.2225
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6731	44.6731
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2003	14.2003
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5138	20.5138
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2540	3.2540
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.7699	178.7699

CANADA

Renforcement des liens avec le Mexique

La Chambre de commerce du Canada franchit une nouvelle étape dans le renforcement de ses relations avec le Mexique. À l’occasion d’une mission économique d’envergure organisée cette semaine, l’organisation patronale canadienne annonce l’élargissement de sa collaboration avec CanCham México, dans l’objectif de stimuler les échanges commerciaux et d’ouvrir de nouvelles perspectives d’affaires entre les deux pays.

Synthèse de Rédaction internationale

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par la volonté du Canada de diversifier ses partenaires économiques et de réduire sa dépendance à certains marchés traditionnels. Pour Ottawa, le Mexique représente un partenaire stratégique encore largement sous-exploité, malgré plus de trois décennies d’intégration économique dans le cadre de l’accord de libre-échange nord-américain, aujourd’hui modernisé. La présidente et cheffe de la direction de la Chambre de commerce du Canada, Candace Laing, doit annoncer officiellement un engagement visant à intensifier la coopération avec les milieux d’affaires mexicains. L’ambition affichée est claire : créer un environnement propice à l’essor des petites et moyennes entreprises (PME), faciliter les partenariats sectoriels et accroître les flux d’investissement bilatéraux. En parallèle de la mission commerciale officielle d’Équipe Canada, conduite par le gouvernement canadien au Mexique, la Chambre de commerce mène sa propre mission économique. Celle-ci réunit près de trois douzaines de dirigeants d’entreprises canadiennes issus de secteurs variés : mines, énergie, agriculture, transports, technologies, sciences de la vie, mais aussi cabinets juridiques, firmes de conseil et institutions financières. Cette diversité sectorielle illustre la volonté d’explorer l’ensemble des complémentarités possibles entre les deux économies. La délégation comprend également plusieurs chefs de direction de chambres de commerce régionales canadiennes. Nombre d’entre eux cherchent activement à identifier des débouchés au Mexique, alors que la diversification des échanges commerciaux s’impose désormais comme une priorité stratégique pour les entreprises canadiennes. Si les deux pays entretiennent des relations économiques solides

depuis plus de 35 ans, les chiffres montrent qu’une marge de progression importante subsiste : à ce jour, seulement 1,1 % des échanges commerciaux du Canada s’effectue avec le Mexique. Pour Catherine Fortin LeFaivre, première vice-présidente chargée de la politique internationale et des partenariats mondiaux à la Chambre de commerce du Canada, ce constat révèle un potentiel encore largement inexploité. Elle souligne que le Mexique et le Canada partagent non seulement un cadre réglementaire commun à travers un accord de libre-échange continental, mais également des intérêts convergents dans plusieurs secteurs stratégiques. Dans un contexte de recomposition des chaînes d’approvisionnement mondiales, renforcer les liens économiques avec le Mexique apparaît, selon elle, non seulement logique mais essentiel. La stratégie de la Chambre repose sur l’activation de ses réseaux internationaux et sur une coopération accrue avec des partenaires locaux. Au Mexique, l’alliance avec CanCham México joue un rôle central. Basée à Mexico, cette organisation à but non lucratif œuvre depuis plusieurs années au développement des relations commerciales et d’investissement entre les deux pays. Les deux institutions entendent désormais aller au-delà du simple dialogue institutionnel pour mettre en place des actions concrètes, notamment en faveur des PME. Parmi les pistes envisagées figurent l’organisation de rencontres d’affaires ciblées, la mise en relation d’entreprises complémentaires, ainsi que des initiatives de partage d’expertise commerciale et réglementaire. L’objectif est d’aider les entreprises canadiennes et mexicaines à mieux comprendre leurs marchés respectifs, à surmonter les obstacles administratifs et à bâtir des partenariats durables. Pour Carla Bustillos, directrice générale de CanCham México, cette nouvelle phase de collaboration reflète un engagement commun

à transformer les discussions en résultats tangibles. Elle estime que la consolidation des ponts institutionnels et entrepreneuriaux est indispensable pour permettre aux entreprises des deux pays de saisir pleinement les opportunités offertes par un partenariat renforcé. Cette dynamique s’inscrit dans la continuité du plan d’action Canada-Mexique annoncé en septembre dernier par la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum et le Premier ministre canadien. Ce cadre politique vise à approfondir la coopération économique, à faciliter les investissements et à moderniser les échanges dans des secteurs clés. Forte d’un réseau reliant quelque 200 000 entreprises de toutes tailles à travers le pays, la Chambre de commerce du Canada entend jouer un rôle moteur dans l’atteinte de l’objectif national consistant à doubler le volume commercial alternatif du Canada au cours des dix prochaines années. Le Mexique apparaît, à ce titre, comme un levier majeur de cette stratégie. La mission actuelle bénéficie du soutien de partenaires économiques de premier plan, parmi lesquels la Banque Scotia, Air Canada et Exportation et développement Canada. Côté mexicain, plusieurs institutions influentes accompagnent cette démarche, notamment ICC Mexico, le Conseil de coordination des entreprises (CCE), le Conseil des entreprises mexicaines du commerce extérieur, de l’investissement et de la technologie (COMCE) ainsi que le cabinet Holland & Knight Mexico. Au-delà des annonces, cette initiative marque une volonté partagée de repositionner la relation économique Canada-Mexique à un niveau plus stratégique. Dans un environnement international incertain, les deux pays semblent déterminés à capitaliser sur leurs complémentarités pour bâtir un partenariat commercial plus dense, plus équilibré et orienté vers l’avenir.

RUSSIE

La croissance du pays a été divisée par 4 en un an

Alors que la croissance du pays a ralenti à 1% et que l’inflation a chuté de 4 points, la banque centrale russe a décidé d’abaisser son taux directeur de 16 à 15,5%. La Banque centrale de Russie (BCR) a abaissé son taux directeur de 16% à 15,5% dans un contexte de ralentissement de la croissance, l’économie russe subissant les conséquences de l’offensive en Ukraine et des sanctions occidentales. "L’économie continue de re-

trouver une trajectoire de croissance équilibrée", a dit la BCR dans un communiqué, ajoutant qu’elle "évaluera la nécessité d’une nouvelle baisse du taux directeur lors de ses prochaines réunions, en fonction de la pérennité du ralentissement de l’inflation et de l’évolution" concernant les prévisions d’inflation. L’an dernier, le PIB russe a progressé de 1%. Un chiffre nettement inférieur à la dynamique observée précédemment puisque la crois-

sance avait atteint 4,1 et 4,3% en 2023 et 2024, comme l’a rappelé Vladimir Poutine lui-même début février.

L’inflation en nette baisse

"Mais nous savons aussi que ce ralentissement n’était pas simplement prévisible, on pourrait même dire qu’il était provoqué: il était lié à des mesures ciblées visant à réduire l’inflation", avait ajouté le président

russe. Le taux d’inflation annuel a effectivement fortement diminué en Russie en 2025 alors que la BCE avait maintenu son taux directeur à près de 20% pendant deux ans pour ralentir la progression des prix soutenue par l’explosion des dépenses militaires. L’inflation a ainsi ralenti en 2025 à environ 5,6%, selon l’agence nationale des statistiques Rosstat, bien moins que les 9,5% de 2024.

R.I

ZONE EURO

Excédent commercial surprise de 12,6 milliards d’euros

La forte croissance des exportations a permis au bloc de conserver un important excédent commercial annuel, même si celui de décembre s’est réduit à 12,6 milliards d’euros. La zone euro a bouclé l’année 2025 sur un solide excédent commercial, les exportations poursuivant leur hausse malgré un recul des recettes dans certains grands secteurs industriels, selon de nouveaux chiffres d’Eurostat. En décembre 2025, le bloc a enregistré un excédent de 12,6 milliards d’euros dans les échanges de biens avec le reste du monde, illustrant la résilience des exportateurs européens en fin d’année. Selon Eurostat, « les premières estimations de la balance de la zone euro font apparaître, pour décembre 2025, un excédent de 12,6 milliards d’euros dans le commerce de biens avec le reste du monde, contre +13,9 milliards d’euros en décembre 2024 ».

Les exportations de la zone euro ont atteint 234 milliards d’euros en décembre, en hausse de 3,4 % sur un an par rapport à 226,3 milliards, tandis que les importations ont progressé de 4,2 % pour s’établir à 221,3 milliards. Le solde reste largement excédentaire, même s’il s’est légèrement réduit par rapport à l’année précédente. Sur l’ensemble de l’année 2025, la zone euro a conservé une position extérieure solide. De janvier à décembre 2025, le bloc a affiché un excédent commercial de 164,6 milliards d’euros, à peine inférieur aux 168,9 milliards enregistrés sur la même période de 2024. Sur l’année, les exportations ont atteint 2 937,9 milliards d’euros, en hausse de 2,4 % par rapport à 2024, tandis que les importations ont augmenté de 2,7 % pour s’établir à 2 773,3 milliards. Les échanges au sein de la zone euro ont également progressé, le commerce intra-zone atteignant 2 627,6 milliards d’euros, soit une hausse de 2,0 % sur un an. Les chiffres corrigés des variations saisonnières montrent une légère amélioration en fin d’année. Les données d’Eurostat indiquent ainsi qu’« en décembre 2025, par rapport à novembre 2025, les exportations de la zone euro corrigées des variations saisonnières ont augmenté de 1,1 %, tandis que les importations ont progressé de 0,6 % ». En conséquence, « le solde corrigé des variations saisonnières s’est établi à 11,6 milliards d’euros, en hausse par rapport à novembre (10,2 milliards) ».

Eurostat

POUR PROLONGER LA RELANCE AU-DELÀ DE LA FIN DES AIDES EUROPÉENNES

L’Espagne va lancer un fonds souverain

L’Espagne va créer un fonds souverain d’État afin de soutenir des secteurs tels que le logement et la sécurité nationale, a annoncé jeudi le Premier ministre Pedro Sánchez. Ce fonds, baptisé « Spain Grows », vise à prolonger l’effet de relance des fonds européens NextGenerationEU – qui ont joué un rôle déterminant dans la reprise du pays après la pandémie de COVID-19 – au-delà de 2026, date prévue de leur expiration. Il sera initialement doté de 10,5 milliards d’euros (12,2 milliards de dollars) provenant des fonds européens et ambitionne de lever 120 mil-

liards d’euros via de la dette privée, a précisé Sánchez, ajoutant que davantage de détails seraient présentés la semaine prochaine. Le fonds donnera la priorité aux investissements dans le logement, les énergies renouvelables, la digitalisation, l’intelligence artificielle, la réindustrialisation, les infrastructures, l’eau, la santé, l’économie circulaire et la sécurité, selon Sánchez. « Ce fonds ne sera pas seulement un exercice de souveraineté nationale, mais aussi la preuve qu’il existe une autre façon d’agir face à un discours qui remet en question la diversité, l’égalité ou l’engagement pour la

durabilité », a déclaré Sánchez. Il a ajouté que les investissements ne profiteraient pas uniquement aux grands centres urbains, mais aussi aux territoires délaissés par l’industrialisation. L’Espagne a été l’un des principaux bénéficiaires des fonds européens de relance post-pandémique, avec une enveloppe d’environ 160 milliards d’euros – répartis pour moitié entre subventions et prêts. Selon les derniers chiffres du ministère de l’économie publiés à la mi-décembre, le pays a lancé des appels d’offres pour 86,6 milliards d’euros, attribué 79,8 milliards

d’euros et versé 62,9 milliards d’euros. Il a également demandé 22,8 milliards d’euros de prêts. En décembre, l’Espagne a renoncé à environ 66 milliards d’euros de prêts, une décision justifiée par sa bonne position sur les marchés financiers, qui lui permet de se financer de manière autonome. Cependant, Daniel Calleja, responsable de la Commission européenne, a déclaré lors d’un événement à Madrid que cette décision était aussi liée à l’incapacité du pays à réaliser certaines des réformes nécessaires.

Agence

Et si l'Europe tenait Trump par les puces ?

"Et si Trump nous coupait des services américains", cela ne vous a pas échappé, c'est la tendance du moment. Mais ce scénario catastrophe tient-il vraiment la route ? Et surtout, que se passerait-il si la situation était inversée ?

Vous êtes peut-être tombé sur l'une de ces vidéos un brin alarmistes. Elles listent les catastrophes qu'entraînerait une coupure de l'accès européen aux services américains. Au revoir Netflix et tous les services à travers le monde reposant sur AWS. Bye bye Spotify, une entreprise européenne parmi tant d'autres ayant adopté Google Cloud. D'ailleurs, adieu Google et tout son écosystème, fini les mises à jour des iPhone, de Windows... Mais retournons le problème : que se passerait-il si, en retour, l'Europe coupait elle-aussi l'accès à ses technologies ?

SCÉNARIO 1 : l'Europe suspend les livraisons d'ASML

Les Pays-Bas décident d'interrompre toutes les exportations de machines ASML vers les États-Unis. ASML, l'équipementier néerlandais, détient pas moins de 100% du marché mondial des machines de lithographie EUV (Extreme Ultraviolet), la technologie indispensable pour fabriquer les puces les plus avancées. Concrètement, sans les machines d'ASML, TSMC ne peut plus produire les processeurs gravés en 3nm et 2nm qui équipent les iPhone, les GPU Nvidia, les puces AMD et Qualcomm. Chaque machine EUV coûte entre 180 et 200 millions d'euros pour les modèles standards, et jusqu'à 350 millions d'euros pour la nouvelle génération High-NA. Elles pèsent 180 tonnes, contiennent plus de 100 000 pièces et nécessitent plusieurs avions cargo pour être livrées. La complexité technique est telle qu'aucun concurrent n'a réussi à développer d'alternative crédible. Nikon et Canon, les rivaux historiques d'ASML sur les générations précédentes, ont abandonné leurs programmes EUV après des années d'échecs. Même les États-Unis investissent 1 milliard de dollars dans un centre de recherche pour tenter de rattraper le retard technologique, preuve que Washington reconnaît sa dépendance. Dans un tel scénario, la production de puces avancées s'arrête net. Plus d'iPhone de nouvelle génération, plus de GPU pour l'IA, plus de processeurs pour les datacenters.

Scénario 2 : l'Allemagne bloque SAP

L'Allemagne décide de suspendre les licences SAP pour toutes les entreprises américaines. Plus de 80% des entreprises du Fortune 500 utilisent SAP pour leurs systèmes de gestion d'entreprise (ERP). Walmart, Apple, ExxonMobil, Ford, General Motors, Coca-Cola, Johnson & Johnson... tous dépendent des logiciels de cet éditeur allemand pour leurs opérations critiques : chaînes logistiques, comptabilité, ressources humaines, gestion de production... Si l'Europe bloquait SAP aux États-Unis en représailles à une coupure des services américains, des pans entiers de l'économie américaine se retrouveraient paralysés. Remplacer un système ERP prend plusieurs années et coûte des centaines de millions de dollars. Ce levier de dissuasion est lui aussi rarement mentionné, mais loin d'être anodin.



Scénario 3 : l'Europe ferme son marché aux GAFAM

L'Union européenne décide de bannir tous les GAFAM de son territoire. Monopoles par ci, Gatekeepers par là, depuis des décennies les autorités européennes sont aux prises avec les GAFAM. Et si Bruxelles décidait finalement de couper court ? Microsoft, Google, Amazon et Apple génèrent entre 25% et 30% de leurs revenus en Europe. Pour Apple, l'Europe représente 111 milliards de dollars de revenus annuels, soit 27% de son chiffre d'affaires total. Pour Google, la région EMEA génère environ 98 milliards de dollars (29% du CA). Couper l'accès européen signifierait perdre des dizaines de milliards annuels. Et cela provoquerait une chute boursière que leurs actionnaires ne toléreraient certainement pas. Microsoft perdrait immédiatement les abonnements Office 365 de millions d'entreprises européennes et l'effondrement des revenus Azure. Nul doute que les lobbies technologiques américains feraient une pression massive sur l'administration pour empêcher toute mesure concrète. D'ailleurs, lorsque l'administration Trump a formulé des menaces en août 2025 de sanctions "substantielles" contre les nations qui régulent les mastodontes technologiques américains, elles sont restées largement rhétoriques.

Scénario 4 : l'Europe vend sa dette américaine

Les investisseurs européens décident de vendre massivement leurs obligations américaines. Prenons du recul et regardons un peu au-delà de la sphère purement tech. Les échanges entre l'Europe et les États-Unis ont dépassé 1 600 milliards d'euros en 2024, dont 867 milliards d'euros d'échanges de biens et 817 milliards d'euros de services. Cela représente plus de 4,2 milliards d'euros qui traversent l'Atlantique chaque jour. Les exportations européennes vers les États-Unis ont atteint 532 milliards d'euros en 2024, contre 333 milliards d'euros d'importations. Il y a donc un large déficit commercial du côté des Américains. Trump a appliqué

des hausses tarifaires de +15% sur la majorité des biens européens en 2025, mais dans les faits, les volumes importés n'ont pas diminué. Les entreprises et consommateurs américains ont simplement absorbé l'augmentation des prix. Au final, il semblerait que l'économie américaine ne puisse pas se passer de machines-outils allemandes, d'équipements médicaux, de composants automobiles et de produits pharmaceutiques européens. Et puis, l'Europe détient 40% de la dette américaine aux mains d'étrangers. Les pays européens ont prêté des milliers de milliards de dollars aux États-Unis en achetant leurs obligations. Si Trump coupait l'accès tech à l'Europe, les investisseurs européens pourraient décider de vendre massivement ces obligations américaines, soit en représailles, soit simplement par perte de confiance. Résultat : une chute du prix de la dette américaine, ce qui ferait automatiquement grimper les taux d'intérêt. Washington devrait alors payer bien plus cher pour emprunter de l'argent.

Vers une production de semi-conducteurs

Pendant que les États-Unis découvrent leur dépendance, l'Europe continue de construire son autonomie. L'Europe ne se contente pas d'ASML. Le Vieux Continent ne représente aujourd'hui que 9% de la production mondiale de semi-conducteurs, mais tout comme les États-Unis et leur programme CHIPS for America, chez nous, le Chips Act adopté en 2023 vise à porter cette part à 20% d'ici 2030 avec 43 milliards d'euros d'investissements. Cette semaine encore, une ligne pilote pour des technologies sub-2 nanomètres a été inaugurée. Elle est financée à hauteur de 700 millions d'euros. Quatre mégas-usines sont en construction : TSMC-Bosch-Infineon en Allemagne, Intel en Pologne et en Allemagne, STMicroelectronics en Italie. En parallèle, l'Europe possède une position forte dans les puces pour l'IoT industriel et les microcontrôleurs, selon l'ESIA. Infineon (Allemagne) est un leader mondial des puces en carbure de silicium (SiC) pour véhicules électriques, fournissant notamment Tesla, Stellantis et d'autres constructeurs automobiles.

Vers des clouds souverains

OVHcloud, Scaleway et Ionos ne sont plus de simples hébergeurs mais de véritables acteurs cloud complets. Nextcloud Workspace se présente comme la première véritable alternative bureautique souveraine à Office 365, disponible depuis début 2026 sur des datacenters français, allemands et britanniques. SAP investit 23 milliards d'euros dans une infrastructure cloud européenne dédiée spécifiquement aux gouvernements et institutions publiques. Scaleway noue des partenariats stratégiques avec France Télévisions et le CNRS, tandis qu'OVHcloud s'allie à Bouygues pour déployer du cloud souverain auprès des industriels, collectivités locales et acteurs de santé. Côté intelligence artificielle, Mistral AI a reçu 1,3 milliard d'euros d'investissement d'ASML en septembre 2025, donnant au géant néerlandais 11% du capital de la startup française. ASML entend intégrer les modèles de Mistral dans ses systèmes de lithographie pour améliorer la maintenance prédictive, la détection d'anomalies et l'optimisation des paramètres de fabrication. Bref, l'Europe n'est pas amorphe ; les choses bougent, et c'est sans compter les dizaines d'alternatives européennes qui méritent toutes le détour si vous souhaitez vous affranchir des GAFAM. Mais ne nous voilons pas la face, si l'administration américaine décidait un jour de nous priver de ses technologies, cela ferait certainement mal. Cependant, la situation n'est pas aussi simple. L'Europe n'est pas à la merci des États-Unis et peut, elle aussi, montrer les dents et faire pression. Il ne s'agit pas d'un homme, qui, sur un énième coup de tête, va appuyer sur un bouton pour débrancher l'Europe. D'ailleurs, il y a de fortes chances qu'il ne soit plus là dans deux ans. Le scénario reste donc assez peu probable. Et au regard du nombre d'alternatives disponibles et des projets de financement en cours, l'Europe saura sûrement rebondir. Le secteur de l'aérospatial, avec Airbus ou Ariane, en est un parfait exemple. En revanche, la situation a le mérite de donner de la visibilité aux services européens et de faire avancer les réflexions et les investissements autour des projets open source dans les hautes instances de la Commission européenne.

CHEZ NISSAN

Le Qashqai hybride est moins cher que l'essence !

Nissan lance une offre limitée dans le temps qui permet de bénéficier d'un Qashqai hybride de 205 ch au prix de la version essence thermique de 140 ch, en leasing. Dans les deux cas, l'apport est le même. Mais les gains à l'usage et la quasi absence de malus sur la variante e-Power en font un candidat idéal, surtout depuis les évolutions mécanique de l'e-Power qui se révèle plus frugal que jamais.

Nissan frappe un grand coup en proposant son modèle phare, le Qashqai, avec une offre commerciale agressive : la motorisation hybride e-Power de 190 ch est désormais accessible au prix de la version Mild Hybrid de 140 ch avec un loyer à 180 € pour l'hybride contre 176 €, uniquement sur finition d'accès Acenta. Des loyers relativement bas qui s'accompagnent par contre d'un premier loyer de 4800 €. Une fois "digéré" l'apport, l'hybride est donc à peu de choses près au prix du thermique avec un agrément et une consommation bien différents.

En face du moteur essence microhybride de 140 ch, la fameuse technologie e-Power propose une expérience radicalement différente. Ici, rappelons-le, les roues sont exclusivement entraînées par un moteur électrique. En quelque sorte, ce Qashqai est une voiture électrique ! Le moteur essence présent sous le capot ne sert qu'à produire de l'électricité, agissant comme un groupe électrogène embarqué.

Le Nissan Qashqai E-Power de 205 ch

Sur la route, l'écart entre les deux motorisations est flagrant. La version essence de 140 ch, bien que volontaire, ne peut pas suivre la version hybride



qui revendique plus de deux secondes de moins sur les reprises 80 à 120. Un gouffre. Bien utile surtout lors des dépassements ou sur les voies rapides. Le Qashqai E-Power profite par ailleurs de la technologie e-Pedal Step qui permet de conduire presque uniquement avec la pédale d'accélérateur, le freinage régénératif ralentissant le véhicule de manière fluide au lever de pied. Récemment, Nissan avait annoncé de nombreuses nouveautés certes invisi-

bles sous le capot du Qashqai e-Power, mais qui se remarquent à l'usage et notamment au moment de faire les comptes sur les dépenses carburant.

Le Nissan Qashqai hybride moins gourmand en carburant

L'intérêt de cette promotion ne s'arrête pas au prix d'achat initial. En choisissant l'e-Power au prix du 140 ch, il y aura des économies d'usage en plus des

économies d'achat (nous y revenons plus loin). Nos mesures montrent une consommation mixte de 7,3 l/100 km pour la version essence 140 ch qui, on le rappelle, est basée sur un quatre cylindres 1.3 turbo, plutôt gourmand également en ville avec 7,4 l/100 km. La variante hybride, elle, se contente de 5,5 l/100 km sur la dernière évolution de l'e-Power, détaillée récemment dans nos colonnes. Un très bon élève en matière de consommation de carburant chez les SUV compacts, notamment face à un Peugeot 3008 hybride, voire un Renault Austral. Seul le Toyota C-HR fera probablement mieux. En ville, le Qashqai e-Power est à 4,2 l/100 km, profitant de la récupération d'énergie. Les économies d'usage donc, mais aussi à l'achat. Certes, le loyer est 4 € plus cher sur l'hybride mais la version thermique 140 ch écope d'un malus CO2 pouvant s'élever à 2726 €, alors que la variante e-Power échappe à toute taxe CO2. Tout juste si vous devrez payer un peu moins de 400 € de malus au poids qui peuvent s'annuler avec 3 enfants mineurs à charge ou plus. Malus au poids qui sera de toute façon aussi appliqué sur la version essence. Autant dire qu'en cas de leasing sur un Qashqai en ce moment, il vaut clairement mieux opter pour l'offre proposée par Nissan et se diriger vers l'hybride.

Primes exceptionnelles, Ferrari chaque année plus généreux avec ses 5 000 salariés italiens

Après une année 2025 marquée par une hausse du chiffre d'affaires et des marges toujours parmi les plus élevées du secteur automobile, Ferrari annonce une "premio di competitività", une prime pouvant atteindre 14 900 € pour ses 5 000 salariés italiens. Un montant record, supérieur à celui versé l'an dernier. Au-delà du symbole social, cette prime illustre la cohérence d'un modèle économique singulier, fondé sur l'exclusivité et une rentabilité hors norme.

Ferrari versera jusqu'à 14 900 € de prime à ses 5 000 salariés italiens après une année 2025 record marquée par une forte rentabilité. © Ferrari
Chaque année, Ferrari se montre un peu plus généreux avec ses salariés. Ainsi le constructeur de Maranello versera en 2026 un bonus pouvant atteindre 14 900 € pour les salariés du pôle Sports Cars and Lifestyle, et 14 498 € pour ceux de la Scuderia. Une hausse par rapport à l'année précédente où le montant maximal atteignait 14 400 €. Cette prime de résultat concerne environ 5 000 salariés en Italie, entre ouvriers, techniciens et fonctions supports. Elle s'inscrit dans l'accord signé en novembre 2023 et repose sur des objectifs de performance et de compétitivité. Quatre acomptes de 1 300 € ont déjà été versés, le

solde restant étant prévu au printemps. De plus, comme l'an passé, le dispositif intègre également une dimension d'actionnariat. Les nouveaux salariés bénéficient d'environ 2 000 € d'actions offertes, avec la possibilité de convertir une partie du bonus, jusqu'à 5 000 €, en titres du groupe.

Des résultats financiers qui soutiennent la redistribution

Cette annonce intervient après la présentation des comptes 2025. Ferrari a enregistré plus de 7,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires, en progression de 7 %. Le résultat opérationnel a progressé de 12 % à 2,11 milliards d'euros, avec une marge opérationnelle proche de 29,5 %, un niveau inhabituel dans l'industrie automobile. Y compris pour Ferrari ! Le bénéfice net atteint 1,6 milliard d'euros. Le carnet de commandes couvre désormais la production jusqu'à fin 2027. Pour 2026, Ferrari vise un Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements) supérieur à 2,93 milliards d'euros, en hausse d'au moins 6 %. Dans le même temps, le groupe prévoit d'augmenter son dividende, avec une distribution équivalente à 40 % du bénéfice net, contre 35 % l'an dernier. La prime versée aux salariés s'inscrit donc dans un schéma fi-



nancier qui ferait rêver n'importe quel constructeur automobile en cette période difficile : croissance, rentabilité et redistribution. Que demander d'autre ?

Une rentabilité record

Pour rappel, Ferrari produit environ 13 600 voitures par an, soit des volumes très faibles comparés aux grands constructeurs européens. Mais chaque véhicule génère une valeur ajoutée élevée, ce qui permet au groupe d'afficher

des marges supérieures à celles de la plupart des acteurs du secteur. Si l'on rapporte le bénéfice net aux 13 640 livraisons de l'année, on obtient un ordre de grandeur supérieur à 100 000 € par voiture. Un chiffre qui ne correspond évidemment pas à la marge d'un modèle précis, mais qui donne une idée du niveau de rentabilité du groupe. Plutôt que de viser des parts de marché, le constructeur privilégie la maîtrise des volumes, la protection des prix et préserve l'exclusivité de l'offre.

Une discipline industrielle qui explique en partie pourquoi Ferrari est souvent valorisée en Bourse davantage comme une maison de luxe que comme un constructeur automobile traditionnel. Ces annonces interviennent d'ailleurs quelques jours après la présentation très commentée du cockpit de la future Ferrari électrique Luce. Si le design de cette première Ferrari 100 % électrique a suscité des débats, les indicateurs financiers, eux, continuent de confirmer la solidité du modèle de Maranello.

Mots fléchés

Illustre vin (trois mots)				Dénomi- nation		Le levant		Substance toxique		Plans d'eau	Un anglais		Considéra
Souverains égyptiens		Devancés						Découle			Service rapide		
								Alcaloïde					
Rochers en mer		Organi- sation mondiale		Jadis Ceylan		Opiniâ- tres							
						Transpirer							
					Général et Président américain		Seigneur féodal					Attristée	
Enragé											Rapport de cercle		
Fulminer											Être malveillant		
							Jeu de pions		Virage à ski				
Unique		Agrandir								Golfe marin			
										Avalé			
		Devant Antonio				Auteur de rumeurs			Agréable				Chemins
						Tièdeur			Inspira- trice				
Enduit		Ancienne monnaie chinoise	Groupe de rap				Concur- rents						
							Pratique						
			Specta- teurs		Pour remplacer Parties charnues			Cycle		Général contre Grant			
Adversités										Égo	Médusé	Vieillard de la mer	
Pensée													
				Extension									
Ville allemande					Mets bas				Obtempéré				
Petite classe									Aliénés				
		Bonheur suprême		Voie citadine Evêché normand				Altière					
								Possessif					
Parfumer à l'anis							Drame japonais			Train de banlieue			
Armes du rosiers							Plantes ligneuses			Bastringue			
						Monnaies russes							
Anneau de cordage					Solipèdes	Vallée des Pyrénées						Alerte	Fils d'Anchise
					Fût changée en génisse								
Empereur déchu	Poisson		Valide					Première venue	Hausse				
			Nouveaux congés						Condiment				
				Bringues						Négation	Dedans		
				Plaisanté							Technétium		
Cavité naturelle						Ouvre les entrailles							
Sans contre-partie													
						Élégante							

Saisie de plus de 4.100 capsules de psychotropes

La brigade de recherche et d'intervention du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf a saisi 4.122 capsules de psychotropes, a-t-on appris dimanche auprès de cette sûreté. Le chef du bureau de communication de la sûreté de wilaya, l'officier de police principal, Hamza Djellab, a précisé que cette affaire a été traitée suite à l'exploitation d'informations relatives à l'activité d'un réseau criminel de trafic de psychotropes et leur transport dans des véhicules touristiques pour les distribuer dans les wilayas de l'Est du pays à partir d'une wilaya du Sud-est.



SETRAM

Prolongement des horaires d'exploitation des tramways durant le mois de Ramadhan

La société d'exploitation des Tramways SETRAM a annoncé, dimanche dans un communiqué, le prolongement des horaires de service durant le mois de Ramadhan, afin de faciliter les déplacements des citoyens à travers ce moyen de transport exploité dans sept (7) wilayas. A Alger, le premier départ a été fixé à 06H30 à partir des stations de Ruisseau et de Dergana, tandis que le dernier départ depuis la station de Dergana est prévu à 00H00, et à 00H20 de la station de Ruisseau, et ce durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, précise le communiqué, ajoutant qu'au cours de la seconde moitié du mois, SETRAM prolongera l'horaire de départ de la dernière rame à partir de la station de Ruisseau jusqu'à 1H20. A Mostaganem, l'exploitation débutera à 07H00 au niveau des stations de Salamandre, Kharrouba, Nouvelle gare routière et la Gare SNTF 2, tandis que la dernière rame, depuis les stations de Salamandre et de Kharrouba est prévu à 01H00 du matin, à 1H16 à partir de la Nouvelle gare routière et à 1h30 à partir de la Gare SNTF 2. A Sétif, la première rame démarrera à 06H30 des stations du 11 Décembre 1960 et Berchi Abid, et à 06H46 de la station d'Ouississa El Aid, ajoute le communiqué. La dernière rame partira au niveau de la station du "11 décembre 1960" à 00h00, tandis que la dernière desserte au niveau de la station de "Barchi Abid" est prévue à 23h52, entre samedi et jeudi et à 00h00 les vendredis, et au niveau de la station de "Oussissa El Aid" à 00h02, entre samedi et jeudi et à 23h47, les vendredis. Dans les deux wilayas de Sidi Bel-Abbès et d'Oran, le service sera assuré entre 07h00 et 00h00, selon le communiqué. Au niveau du tramway d'Ouargla, les horaires d'exploitation durant le mois de Ramadhan, seront de 06h30 à 00h00. Quant à Constantine, Setram assurera le service entre 06h00 et 23h00, selon le communiqué, qui a précisé que le temps d'attente au niveau des stations du tramway dans toutes les wilayas mentionnées, variera entre 6 et 10 minutes. Le trafic du tramway marquera une pause à la rupture du jeûne (Iftar), pour une durée de 30 minutes.

APS

ALGÉRIE-NIGER

Volonté commune de renforcer leur coopération

Synthèse R E/APS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, hier, à l'aéroport international d'Alger, le président de la République du Niger, chef de l'État, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, qui effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République. En effet, l'Algérie et le Niger, liés par des relations fraternelles fondées sur la solidarité et le bon voisinage, œuvrent à renforcer leur coopération et à concrétiser des projets stratégiques au service de leurs intérêts communs ainsi que de l'intégration régionale et continentale. Ainsi, cette visite sera une occasion de renforcer les liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage entre les deux pays frères, dans le cadre d'une nouvelle dynamique visant à tirer le meilleur parti de leurs capacités et potentialités, au bénéfice des peuples algérien et nigérien. Elle constituera également une opportunité pour examiner des questions politiques liées au continent africain en général, et au voisinage en particulier. L'Algérie et le Niger entretiennent des relations anciennes concrétisées par une commission mixte, hissée par la suite au rang de grande commission mixte et qui a permis une coopération couvrant l'ensemble des volets de coopération. Le président de la République avait donné récemment des instructions pour le retour immédiat à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie accrédité au-

près de la République du Niger, décision prise suite au retour de l'ambassadeur de la République du Niger accrédité en Algérie et à la reprise de ses fonctions. Cette dynamique vise à relancer la consultation politique bilatérale au plus haut niveau, reprendre la coopération multiforme initiée par les deux pays frères et concrétiser les projets stratégiques au service de l'intégration régionale et continentale, d'autant que l'Algérie, forte de son engagement historique, consolide sa position d'acteur central de l'intégration africaine. Pour concrétiser cette volonté, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a effectué, fin janvier dernier, une visite de travail au Niger, où il a été reçu par le président Tiani. M. Arkab avait alors transmis les salutations fraternelles du président de la République, qui lui a retourné l'expression de sa haute considération, tout en soulignant la solidité des relations d'amitié historiques unissant les deux pays, fondées sur la confiance, la solidarité et les valeurs africaines d'unité. A cette occasion, le président nigérien a réaffirmé la détermination de son pays à renforcer la coopération bilatérale avec l'Algérie dans tous les domaines, et à œuvrer pour soutenir la coopération africaine et promouvoir le partenariat sud-sud, saluant l'expertise algérienne, notamment dans les domaines du pétrole et du gaz. Il a, à cet égard, exprimé le souhait du Niger de bénéficier de l'expérience algérienne dans ces deux domaines, en particulier dans le cadre du projet de recherche et d'exploration de Sona-

trach dans le champ pétrolier du bassin de Kafra. Il a souligné l'importance du projet de gazoduc transsaharien, saluant les efforts de l'Algérie pour sa concrétisation, en tant que pilier stratégique soutenant le développement social et économique des pays de transit. Il est à relever que le président nigérien avait affirmé, dans un message de félicitations adressé au président de la République, à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, sa disponibilité à œuvrer pour renforcer la concertation, la coopération et les relations d'amitié et de fraternité entre les deux pays. En août 2024, la visite du Premier ministre nigérien en Algérie avait été marquée par la remise d'un message du président nigérien au président de la République et par des entretiens élargis au cours desquels il avait souligné le rôle clé que l'expertise algérienne pouvait jouer dans le développement des ressources de son pays. Dans ce contexte, il est à souligner que les deux pays sont liés par plusieurs projets stratégiques, notamment dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures, ainsi que le projet de fibre optique et des programmes de formation et de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de ce pays frère. Pour consacrer les principes de coopération et de solidarité, l'Algérie a envoyé en août 2024 une aide humanitaire au Niger suite aux inondations qui l'ont secoué, outre l'octroi d'environ 300 bourses d'études aux étudiants nigériens.

39e SOMMET À ADDIS-ABEBA

L'UA salue le rôle pionnier de l'Algérie dans l'intégration continentale

La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) a salué, hier à Addis-Abeba, le rôle pionnier de l'Algérie dans l'intégration continentale, félicitant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'organisation réussie de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en septembre dernier. Le rôle de premier plan de l'Algérie s'est manifesté notamment à travers la mise en œuvre de mégaprojets reliant les pays membres de l'UA, y compris la route transsaharienne, la dorsale transsaharienne à fibre optique et les projets ferroviaires traversant le Grand Sahara, en parfaite adéquation avec les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique, ont indiqué les dirigeants africains aux travaux

du dernier jour du 39e Sommet de l'UA. Pour rappel, l'Algérie a accueilli la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine, du 4 au 10 septembre 2025. Cette édition, placée sous le thème "Passerelle vers de nouvelles opportunités", a permis de tirer parti des opportunités offertes par le marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique. Par ailleurs, l'Union africaine (UA) a adopté, hier lors de son 39e sommet, à Addis-Abeba, la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique qui consacre la journée du 30 novembre «Journée africaine d'hommage aux martyrs africains et victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid», exprimant sa considération

au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour cette initiative. La Déclaration d'Alger a été annoncée à l'issue des travaux de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique, tenu le 30 novembre et le 1er décembre 2025 à Alger et décidée lors du sommet de l'Union africaine (UA), en février 2025 et qui a eu pour thème «Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations». L'adoption de la Déclaration d'Alger a été décidée en vue d'appuyer l'effort continental visant à criminaliser la colonisation et à garantir des compensations au profit des victimes. L'adoption de la journée du 30 novembre "Journée africaine d'hommage aux martyrs africains et victimes de la traite transatlantique, de la

colonisation et de l'apartheid", a été décidée pour affirmer l'importance de la préservation de la mémoire collective comme l'un des piliers de la reconnaissance des crimes commis, de la justice et comme moyen d'empêcher que l'histoire se répète. La Déclaration d'Alger exhorte les anciennes puissances coloniales, entre autres, à "assumer pleinement leurs responsabilités historiques à travers la reconnaissance publique et explicite des injustices commises". Elle appelle également à "l'établissement d'une plateforme africaine de justice environnementale, chargée de recenser les zones affectées, d'évaluer les préjudices, d'accompagner les Etats concernés et de formuler des recommandations continentales pour la réhabilitation et les compensations".